

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

RECUEIL DE SUJETS

ORAL DE CONTROLE

Spécialité
Sciences sociales et politiques

Coefficient 9

Session 2017

*Académies de Rennes-Nantes-Poitiers-Bordeaux-Limoges –
Caen et Rouen*

Avant-propos

Le fascicule de sujets d'oral pour les épreuves du baccalauréat 2017 regroupe les contributions des académies de Rennes, Nantes, Poitiers, Limoges, Bordeaux, Caen et Rouen.

Nous demandons aux examinateurs d'interroger les candidats à l'oral de contrôle sur les seuls sujets figurant dans le fascicule d'enseignement spécifique (pour les candidats n'ayant pas choisi la spécialité Economie approfondie ou Sciences sociales et politiques) **et dans le fascicule d'enseignement de spécialité approprié** (Economie approfondie ou Sciences sociales et politiques).

Nous vous invitons à relire la **réglementation relative aux épreuves du baccalauréat** pour favoriser une évaluation équitable des candidats et éviter des recours contentieux qui portent préjudice à l'image du service public d'éducation.

Pour faciliter le déroulement des épreuves orales, vous trouverez une fiche détachable que **vous pourrez coller à la porte de la salle d'examen.**

Nous rappelons que chaque candidat a le choix entre deux sujets dont les **questions principales portent sur des champs différents du programme** (science économique ; sociologie ; regards croisés).

Pour rendre possibles les **calculs éventuels** (question principale ou question complémentaire sur les savoir-faire), il est demandé à l'examineur de se munir de **deux calculatrices basiques** qui seront prêtées aux candidats le temps de l'épreuve.

Concernant le déroulement de l'épreuve :

- l'exposé, d'une durée maximum de dix minutes, ne doit pas être interrompu au-delà d'éventuelles relances pour aider un candidat en difficulté ;
- le reste du temps d'épreuve est consacré aux réponses aux trois questions complémentaires simples pour une durée totale maximale de dix minutes ;
- dans le cas où le temps total imparti (20 mn) n'est pas complètement utilisé par le candidat, l'examineur le sollicite de nouveau sur la question principale de préférence et ou sur les questions complémentaires. Il est entendu que **les questions posées alors ne portent que sur les attentes du programme officiel** et ne peuvent être qu'en faveur du candidat ;
- l'examineur ne donne pas d'éléments de corrigé.

Enfin, à l'issue de l'épreuve, il convient de s'assurer que les candidats restituent les sujets ainsi que la calculatrice.

Thierry JEANMOUGIN - Christian FEYTOUT - Denis MARTIN – BRUNO POUPAULT
IA-IPR de Sciences économiques et sociales

Bulletin officiel spécial n°7 du 6 octobre 2011

Durée : 20 minutes

Temps de préparation : 30 minutes

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).

La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum). Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement.

Sciences Économiques et Sociales

Second groupe

Conditions de l'épreuve :

Temps de préparation : 30 minutes

Temps de passage : 20 minutes

Quelques conseils

- Traitez la question générale sous forme d'un exposé structuré de dix minutes au maximum.
- Après votre exposé, répondez aux questions complémentaires suivant l'ordre proposé.
- Vous devez montrer que vous avez étudié sérieusement votre cours et que vous êtes capables de mobiliser vos connaissances.
- La politesse, la bonne volonté, la conviction sont des éléments qui joueront en votre faveur.

Proposition de grille d'évaluation de l'épreuve orale de contrôle

N°Matricule		Heure de début de préparation	
Nom :		Heure de début d'interrogation	
Prénom :		Heure de fin d'interrogation :	

Sujet choisi :	
Sujet rejeté :	
Question principale :	Appréciation (très bien, bien, moyen, insuffisant, très insuffisant)
Qualité de l'expression orale	
Capacité du candidat à présenter un raisonnement structuré qui répond à la question principale	
Mobilisation de connaissances de base en relation avec le sujet	
Mobilisation des informations du dossier documentaire pertinente au regard du raisonnement suivi	
Questions complémentaires	
1. Savoir-faire :	
2. Connaissances :	
3. Connaissances :	
Appréciation générale, remarques diverses (ensemble de la prestation du candidat) :	
Note question principale / 10 pts :	
Note questions complémentaires / 10 pts :	
Question 1 :	
Question 2 :	
Question 3 :	
Note :	
Informations du livret scolaire (à découvrir uniquement lors de la délibération) :	
Note définitive :	

Grille à conserver jusqu'au mois de novembre de l'année courante (nécessaire en cas de contestation)

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous expliquerez le rôle de la productivité dans la croissance économique.

Document 1 : Productivité globale des facteurs et croissance dans quelques pays

Croissance annuelle moyenne en %	1997 - 2004		2005 - 2013	
	PIB en volume	Productivité globale des facteurs	PIB en volume	Productivité globale des facteurs
France	2,28	<u>1,21</u>	1,23	<u>0,68</u>
Allemagne	1,36	0,89	1,58	0,86
Corée du Sud	4,78	3,67	4,6	3,17
Etats-Unis	3,35	2,32	1,71	1,5

Source : Base de données des perspectives économiques de l'OCDE n°89, 2014.

Document 2 : Toute partie de la croissance du produit intérieur brut qui ne peut être attribuée ni à des augmentations du stock de capital (humain et physique) ni à des augmentations de la quantité de travail est considérée comme un « résidu » dû au progrès technique. Elle est aussi appelée accroissement de la productivité totale des facteurs. L'accroissement de la productivité totale des facteurs mesure le gain en efficacité dans l'utilisation des ressources d'une économie. Il peut provenir de l'adoption de nouvelles méthodes de production permettant de produire une plus grande quantité de biens et services avec les mêmes montants de travail et capital. Il peut être dû aussi à des innovations qui contribuent à la création de biens et services nouveaux et/ou de valeur plus élevée. J. Stiglitz, Carl E. Walsh et J.-D. Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 2007

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Lire les données soulignées puis comparer l'évolution de la productivité globale des facteurs en France (document 1).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Présenter les caractéristiques d'un régime présidentiel.	3 pts
3	Définir puis illustrer par 2 exemples la notion de répertoire d'action politique.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Après avoir présenté les limites du PIB, vous montrerez que l'IDH apporte des éléments d'analyse complémentaires.

Document 1 : La commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a remis en septembre 2009 son rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social au Président de la République. Elle avait pour première mission de « déterminer les limites du produit intérieur brut (PIB) en tant qu'indicateur de performance économique et de progrès social ». Ce débat sur la pertinence du PIB n'est pas nouveau [...]. La principale critique qui lui est adressée est de ne pas renseigner sur la capacité d'un pays à « convertir de la croissance en bien-être ». Cette limite est d'autant plus évidente que le niveau de développement atteint permet déjà la satisfaction des besoins matériels élémentaires. Sur la base de ce constat, la commission devait recenser les indicateurs de bien-être susceptibles de compléter le PIB. Elle l'a fait en distinguant trois domaines : deux domaines touchant à la question du bien-être courant sous ses aspects monétaires (« problématiques classiques du PIB ») et non monétaires (« qualité de vie ») et un thème centré sur la question de la soutenabilité du bien-être, avec un accent particulier porté sur l'aspect environnemental de cette soutenabilité.

Source : Préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelques illustrations. M. Clerc, M. Gaini, D. Blanchet, *L'économie française*, 2010

Document 2 : Indice de développement humain en 2013 et ses composantes

Pays	Rang	IDH	Espérance de vie (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	RNB ¹ /habitant PPA ² \$ 2011
Norvège	1	0,944	81,5	12,6	17,6	63 909
France	20	0,884	81,8	11,1	16	36 629
Cuba	44	0,815	79,3	10,2	14,5	19 844
Turquie	65	0,759	75,3	7,6	14,4	18 391
Philippines	117	0,660	68,7	8,9	11,3	6 381
Afrique du Sud	118	0,658	56,9	9,9	13,1	11 788

Source : Rapport sur le développement humain 2014, PNUD

¹RNB : Revenu National Brut

² Parité de pouvoir d'achat

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 2 points

1	Comparez, à l'aide d'un calcul approprié, le RNB par habitant de la Turquie avec celui de la France (document 2).	2 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 8 points

2	Montrez que la cinquième République française est un régime semi-présidentiel.	4 pts
3	Comment les compétences sont-elles partagées entre les États membres et l'Union Européenne ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°3

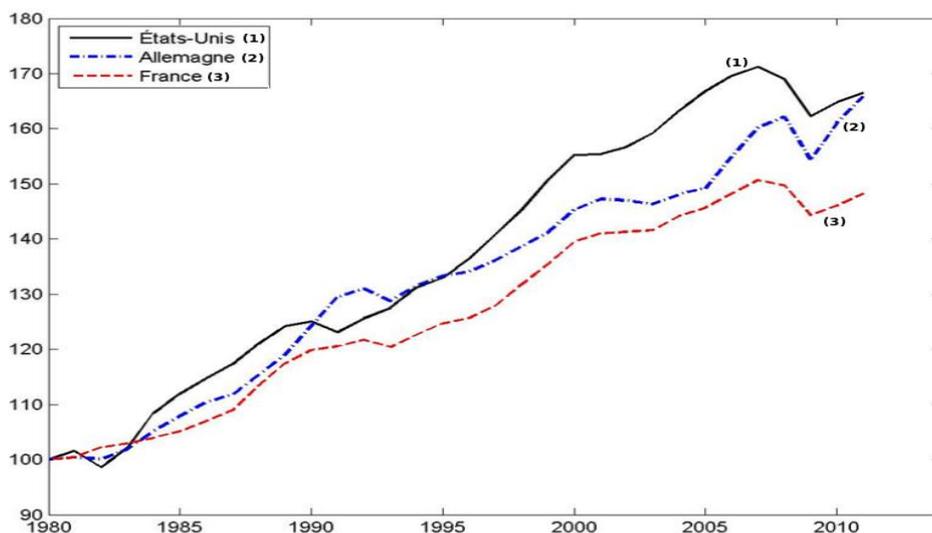
Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Comment l'investissement contribue-t-il à la croissance économique ?

Document 1 : La Cour des comptes constate que « l'effort national de recherche et développement (R&D) stagne en France ». [...] Les activités de R&D créent des bénéfices pour les entreprises par l'exploitation commerciale des nouveaux procédés et produits, mais également pour d'autres membres de la société, à commencer par les autres entreprises qui vont pouvoir développer de nouveaux projets de R&D à partir de ces dernières découvertes. Les bénéfices sociaux de la R&D, c'est-à-dire pour la collectivité dans son ensemble, excèdent les bénéfices privés qu'elle génère. L'intervention des autorités publiques pour soutenir et encourager l'effort privé de R&D est donc légitime et nécessaire. [...] L'effort de R&D des Etats-Unis se situe de manière durable au-dessus de celui de la France (2,62% contre 2,18% [du PIB] en moyenne sur la période 1980-2009). Après une réduction sensible de l'écart au cours des années 1980, l'effort de R&D faiblit en France depuis le début des années 1990 alors qu'il progresse aux Etats-Unis. [...] Les dépenses de R&D impactent directement la croissance économique par les gains de productivité qu'elles génèrent. Or, en matière de croissance, de petites différences ont de grandes conséquences macroéconomiques parce qu'elles se cumulent sur plusieurs années, voire plusieurs décennies.

Source : Fabien Tripier, *Le BLOG du CEPPII*, « L'effort national de R&D stagne en France », 21 juin 2013.

Document 2 : Evolution du PIB réel par habitant (indice base 100 en 1980)



Source : OCDE, *, <http://stats.oecd.org/>, 2013.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez l'évolution du PIB réel par habitant des Etats-Unis et de la France, entre 1980 et 2010 (doc 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

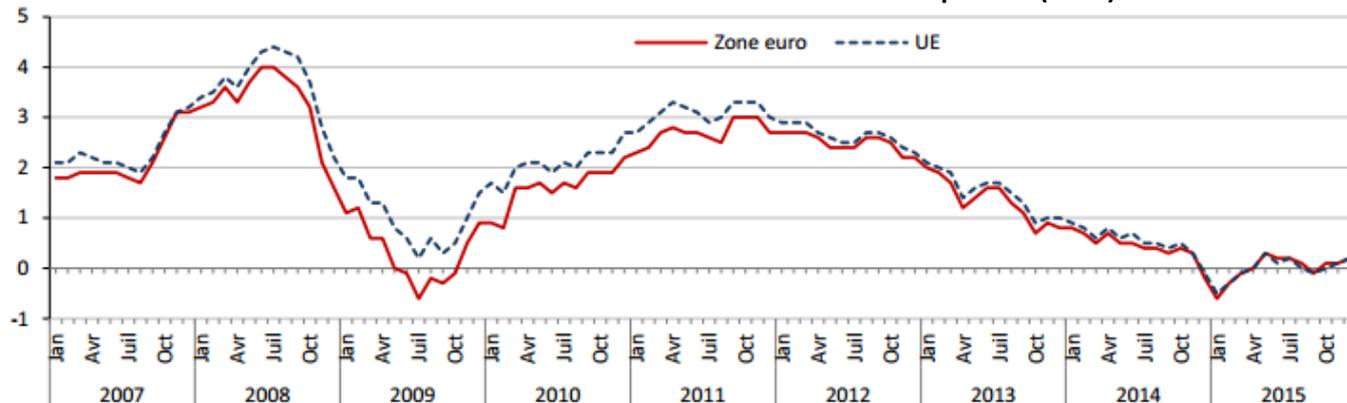
2	Quels sont les rôles des groupes d'intérêt ?	4 pts
3	Comment expliquer la volatilité électorale ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous mettrez en évidence les mécanismes susceptibles d'engendrer la déflation et la dépression économique.

Document 1 : Taux d'inflation annuel dans la zone euro et dans l'Union européenne (en %)



Source : Eurostat, 19 janvier 2016.

Document 2 : Un danger majeur menace l'Europe, destructeur économiquement et dévastateur au plan politique : la déflation [...]. Le devoir des responsables politiques est de prévenir les crises possibles, pas seulement les catastrophes certaines. Or l'histoire a montré ce qu'une crise déflationniste pouvait avoir de vertigineux pour toute société. Quel pays, quelle nation peut tenir le choc si son futur n'est que promesse de déclin et d'appauvrissement et non de progrès ? [...]. Elle s'installe, [...], lorsque les ménages et les entreprises entrent dans une logique d'anticipations négatives, s'attendant à ce que les biens achetés demain soient moins chers que ceux d'aujourd'hui et que les investissements soient également moins rentables à l'avenir. Les entreprises réduisent alors leurs effectifs, puis baissent les salaires (c'est le cas en Espagne, en Grèce...) pour s'ajuster à une demande future plus faible, ce qui ne fait qu'aggraver le mal.

Source : « Le piège de la déflation », *Les Echos*, 3 novembre 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les données observées pour le mois de juillet 2009 (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Montrez, par un exemple, comment la socialisation influence la culture politique.	3 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle. Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°5

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que différentes causes peuvent être à l'origine des crises économiques.

DOCUMENT 1 : Évolution du PIB réel et de la demande intérieure totale (variations annuelles en pourcentage)

	Taux de croissance annuel						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB réel							
États-Unis	1,8	-0,3	-2,8	2,5	1,6	2,3	2,2
Zone euro¹	3,0	0,5	-4,5	2,0	1,6	-0,8	-0,5
France	2,4	0,2	-2,9	2,0	2,1	0,3	0,3
Espagne	3,8	1,1	-3,6	0,0	-0,6	-2,1	<u>-1,2</u>
Demande intérieure réelle totale							
États-Unis	1,1	-1,3	-3,8	2,9	1,6	2,2	1,9
Zone euro	2,8	0,4	-3,9	1,5	0,7	-2,3	-0,9
France	3,1	0,5	-2,5	2,1	2,0	-0,3	0,2
Espagne	4,1	-0,4	-6,0	-0,5	-2,7	-4,2	<u>-2,7</u>

Source : D'après Perspectives de l'économie mondiale, FMI, avril 2015

¹ Lituanie non comprise.

Document 2 : De par son ampleur et les mécanismes de propagation qui sont à l'œuvre, la crise actuelle contient tous les ingrédients nécessaires au déclenchement d'un épisode déflationniste. Parti du retournement immobilier aux États-Unis, [...] les pertes bancaires se sont multipliées jusqu'à atteindre un point de non-retour lors de la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. Depuis, les forces récessives se sont amplifiées. [...] L'accumulation de mauvaises nouvelles entame la confiance des ménages qui s'érode et crée un climat d'incertitude radicale. La baisse des richesses nettes des entreprises et des ménages réduit leur capacité à lever des financements auprès d'un système bancaire de toute façon fragilisé [...]. Il en résulte une baisse de l'activité de crédit, de la consommation et de l'investissement. Les entreprises sont soit poussées à la faillite, soit contraintes d'ajuster en conséquence la production et l'emploi. L'onde de choc se transmet alors via les revenus et le chômage, réduisant à nouveau la consommation et donc la croissance. Enfin, la synchronisation inédite du choc à l'échelle internationale amplifie le cycle, entraînant une baisse mondiale de la demande.

Source : « Aux portes de la déflation ? », C. BLOT, M. COCHARD, M. LEMOINE, C. RIFFLART, *Revue de l'OFCE*, avril 2009.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les données en gras et soulignées. (document1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quel est le rôle de la famille dans la socialisation politique.	3 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle. Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°6

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez comment les variations de la demande peuvent expliquer les fluctuations économiques.

Document 1 : Evolution du PIB en volume en % et contributions des composantes du PIB à cette évolution, en points de %.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Evolution du PIB (en %)	- 2,9	2,0	2,1	0,2	0,6	0,6	1,3
Contributions...							
... de la consommation	0,7	1,3	0,5	0,3	0,6	0,7	1,2
... de l'investissement	- 2,1	0,5	0,5	0,1	-0,2	-0,1	0,2
... du solde des échanges extérieurs	-0,3	-0,1	0	0,5	-0,1	-0,5	-0,3
... de la variation des stocks	-1,1	0,3	1,1	-0,6	0,2	0,5	0,1

Source : INSEE première n° 1597, mai 2016

Document 2 : Comparer l'évolution de la demande intérieure met en évidence le problème de la zone euro : globalement, elle ne consomme et n'investit pas assez.

Alors que des facteurs positifs (pétrole bon marché, relative faiblesse de l'euro) auraient pu soutenir l'activité, la demande intérieure est lestée par une orientation budgétaire trop rigoureuse décidée dans les années 2011 à 2013. Après avoir utilisé massivement les dépenses publiques pour sortir de la récession et renflouer le secteur bancaire, les Européens ont pris trop vite le virage de la rigueur et sont passés, comme l'explique l'économiste Michel Aglietta.

Source : les chiffres de l'économie 2017, alternatives économiques, Hors série n° 109, octobre 2016

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée 1,3 en 2015 ? (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Qu'est-ce que la démocratie délibérative ?	4 pts
3	Illustrez la notion de gouvernance multi-niveaux.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°7

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrez comment la déflation peut alimenter la dépression

Document 1 : Evolution du PIB réel, de l'inflation et du chômage en Grèce et en France de 2008 à 2015 (en %)

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance du PIB réel (en %)	Grèce	-0.3	-4.3	-5.5	<u>-9.1</u>	-7.3	-3.2	0.4	-0.2
	France	0.2	-2.9	2.0	2.1	0.2	0.6	0.6	1.3
Taux d'inflation (en %)	Grèce	4.2	1.2	4.7	3.3	1.5	-0.9	-1.3	-1.7
	France	2.8	0.1	1.5	2.1	2.0	0.9	0.5	<u>0.0</u>
Taux de chômage (en %)	Grèce	7.8	9.6	12.7	17.9	24.4	27.5	26.5	24.9
	France	7.1	8.7	8.9	8.8	9.4	9.9	10.3	10.4

Source : www.oecd-library.org, « profil statistique par pays », 2017.

Document 2 : Les pays en crise de la zone euro se sont lancés dans des politiques de compétitivité-coût pour rééquilibrer leurs comptes extérieurs et attirer les investisseurs étrangers. Le coût du travail d'un salarié grec a ainsi diminué, en termes réels, de 15,4% entre 2010 et 2013. Le cas grec est extrême, mais les Italiens (-3%), les Portugais (-3.3%), les Espagnols (-4%) ou encore les Irlandais (-4.9%) ont ainsi vu leur coût du travail diminuer de façon significative depuis 4 ans. [...] Si les avantages de ces politiques en termes de compétitivité sont limités, les effets négatifs, eux, jouent à plein sur la demande intérieure. Le coût du travail n'est en effet pas simplement un coût, c'est aussi un revenu pour les salariés et leur famille, qu'il s'agisse du salaire net ou des transferts sociaux que financent les cotisations salariales et patronales [...]. Avec la baisse des salaires et l'austérité budgétaire, les Européens consomment et investissent moins. Craignant pour leur retraite et leur assurance maladie, ils mettent plus d'argent de côté. [...] Dans un tel contexte, la tentation est forte pour les entreprises de défendre leurs parts de marché en baissant leurs prix.

Source : Guillaume Duval, « La longue marche vers la déflation », Alternatives Économiques, n°338, septembre 2014.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Faites une phrase avec les deux données soulignées et en gras dans le document 1.	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 6 points

2	Présentez une limite du mode de scrutin proportionnel.	3 pts
3	Illustrez la notion de gouvernance multi-niveaux.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les déterminants des choix de localisation des entreprises ?

Document 1 : *De Solex à Rossignol, des entreprises françaises, certes encore peu nombreuses, font le choix de relocaliser tout ou partie de leur activité en France. Si l'heure n'est pas au retour en masse des entreprises qui ont délocalisé, « la réindustrialisation de la France passe plutôt, aujourd'hui, par une politique d'achat en France et en Europe, par la volonté de trouver des fournisseurs locaux », souligne Damien Forterre, enseignant-chercheur en stratégie d'entreprise et responsable du Bachelor de Novancia. Car relocaliser représente avant tout un atout en termes d'image, de notoriété. Mais la dimension purement économique n'est pas non plus à négliger : « D'un point de vue logistique, relocaliser est un plus, ajoute Damien Forterre. Cela permet de réduire ses coûts logistiques et les contraintes liées aux délais de livraison. De même, travailler localement est plus simple d'un point de vue culturel, législatif. Enfin, produire dans des pays émergents peut avoir des conséquences non négligeables en termes de coûts liés au taux de change. Au Brésil, le real a varié de 33 % entre 2012 et 2014 ! »*

Source : V.Talmont. Site Les Echos.fr. 21/05/2015

Document 2 :

Coût de l'heure de travail, industrie et services marchands, base 100 = Zone Euro, 3^e trimestre 2016	
Zone euro	100
Allemagne	115,2
Espagne	69,7
France	121,1
Italie	90,4
R.U	83,8

Source : Eurostat 2016.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Que signifie la donnée pour la France dans le document 2 ?	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ?	4 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

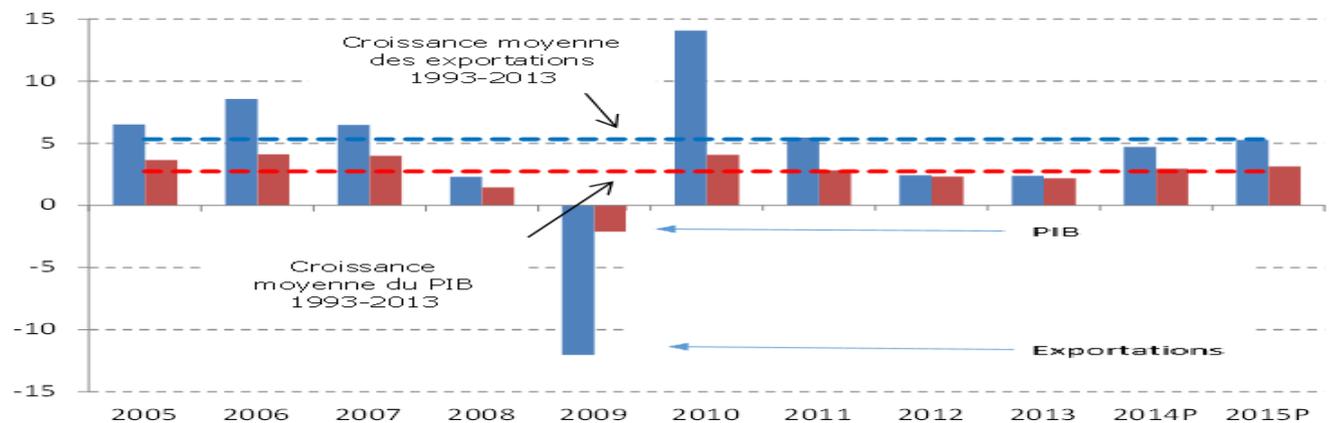
*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que le commerce international est un facteur de croissance économique.

Document 1 : En 2008, la part de la Chine dans les exportations mondiales s'élevait à 9,4% (deuxième rang après l'Allemagne) et à 5,8% dans les importations (troisième rang après les USA et l'Allemagne), alors qu'elle représentait moins de 1% au début des années 80. Cette ascension fulgurante a été portée par une dynamique de spécialisation et de diversification de ses exportations. La Chine, qui était initialement positionnée sur le marché des produits traditionnels, à faible intensité technologique a effectué une percée remarquable sur le marché mondial des produits électroniques et informatiques au début des années 90. La part des produits de haute technologie dans les exportations chinoises a ainsi doublée entre 1995 et 2008 pour atteindre 32% et la Chine a ravi aux USA la place de premier exportateur mondial de produits de haute technologie depuis 2005.

Source : A Lemoine et D. Unal Le commerce extérieur de la Chine : bilan et nouvelles orientations stratégiques. Conseil d'Analyse Economique, rapport n°98, 2011.

Document 2 : Croissance en volume des exportations mondiales de marchandises et du PIB. Variation annuelle en %



^a Les chiffres pour 2014 et 2015 sont des projections.

Source : Communiqué de presse publié le 14 avril 2014 par le Secrétariat de l'OMC. Site de l'OMC.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez l'évolution des exportations mondiales de marchandises et du PIB en 2009 (Document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Pourquoi qualifie-t-on le régime politique français de semi-présidentiel ?	4 pts
3	Définissez la notion de « répertoires d'action politique ».	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 10

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que le protectionnisme a des limites.

Document 1

Droits de douane à acquitter lorsqu'un produit (d'un pays hors UE) arrive en France au 01.01.2016.

Marchandises	Droits de douane
Tablettes tactiles	0%
Ordinateur portable	0%
DVD/Blu-ray enregistrés	3.5%
Ethylotest électronique	2.5%
Système de navigation GPS	3.7%
Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires	De 8 à 12%
Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles	8%

Source : Site Douane.gouv.fr. Mars 2016.

Document 2 : La politique économique du président élu, Donald Trump, se résume en un slogan : "America First", l'Amérique d'abord. La principale cible de Donald Trump est la Chine, ce pays qui, dit-il, "tue les Américains". Dès son entrée en fonction, a-t-il promis, il engagera une procédure contre Pékin pour manipulation du taux de change et soumettra les produits "made in China" à des droits compensatoires de 45 %. Il veut aussi imposer des droits de douane de 35 % sur les produits importés du Mexique par les entreprises américaines – les fabricants automobiles, notamment – qui ont délocalisé leur production au sud de la frontière. Ces deux mesures pourraient entraîner une hausse des prix à la consommation de 3 % aux États-Unis, ce qui réduirait le revenu disponible des ménages, leur consommation et l'activité économique. Tout ceci risque de déclencher une guerre commerciale dans laquelle les États-Unis laisseront des plumes. Car ces deux pays riposteront probablement en imposant à leur tour des droits de douane sur les exportations américaines. Or, la Chine est le deuxième marché des États-Unis, et le Mexique, le troisième. Ensemble, ils absorbent près d'un quart des exportations américaines.

Source : Site du Courrier international. 10 novembre 2016.

Questions complémentaires (10 points)

-Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les droits de douane des DVD à ceux des tapis (document 1).	3 pts
---	--	-------

-Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Présentez le régime parlementaire.	4 pts
3	Vous illustrerez la diversité des répertoires d'action politique.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

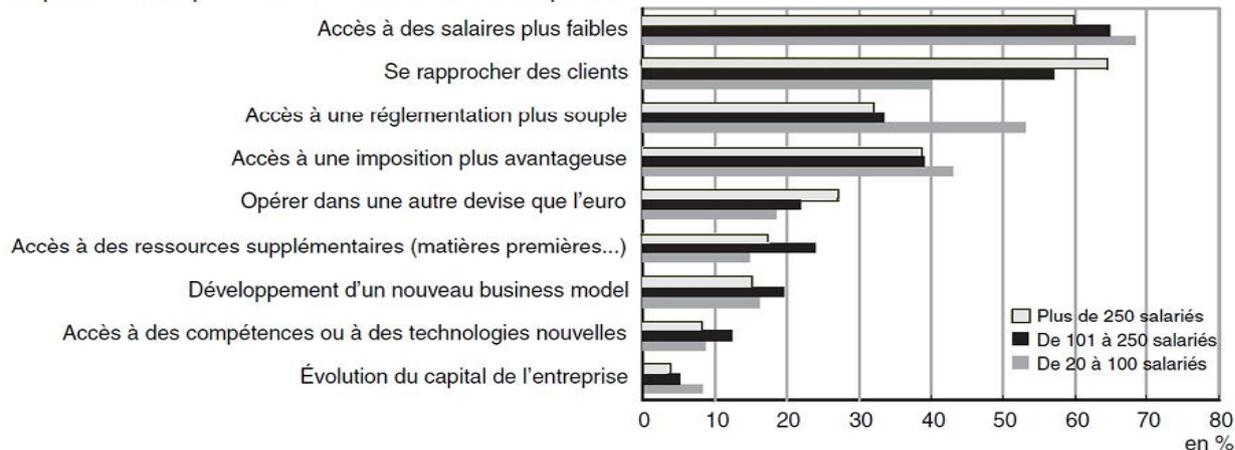
Sujet n° 11

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que la recherche de compétitivité explique les stratégies d'internationalisation des entreprises.

Document 1 : Les principaux critères d'attractivité des territoires pour les entreprises

Proportions d'entreprises considérant le facteur « très important »



Champ : entreprises industrielles de 20 salariés ou plus qui ont développé ou envisagent de développer des activités de production à l'étranger. Le développement d'activités à l'étranger recouvre la création de nouvelles activités et le déplacement d'activités auparavant réalisées en France.

Source : Insee, enquête compétitivité 2008.

Document 2 : Le comportement stratégique des firmes sur les marchés mondiaux ne se limite toutefois pas à choisir entre exporter ou servir les marchés étrangers en y implantant une filiale. Elles peuvent aussi exploiter la diversité des avantages comparatifs pour gagner en compétitivité. [...] Alors qu'un investissement horizontal conduit à une simple réplique de la firme, c'est-à-dire à produire le même bien dans plusieurs pays, un investissement vertical vise à fragmenter le processus de production. La firme multinationale va scinder sa chaîne de valeur en différentes activités et localiser chaque fonction de l'entreprise dans le pays offrant les meilleures conditions de production. Source : Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international. M. CROZET, P. KOENING *Cahiers français* Avril 2005

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Quel est le principal critère d'attractivité des territoires pour les entreprises industrielles de plus de 250 salariés ? Document 1	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Définissez la notion de « socialisation politique ».	3 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime semi-présidentiel ?	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 12

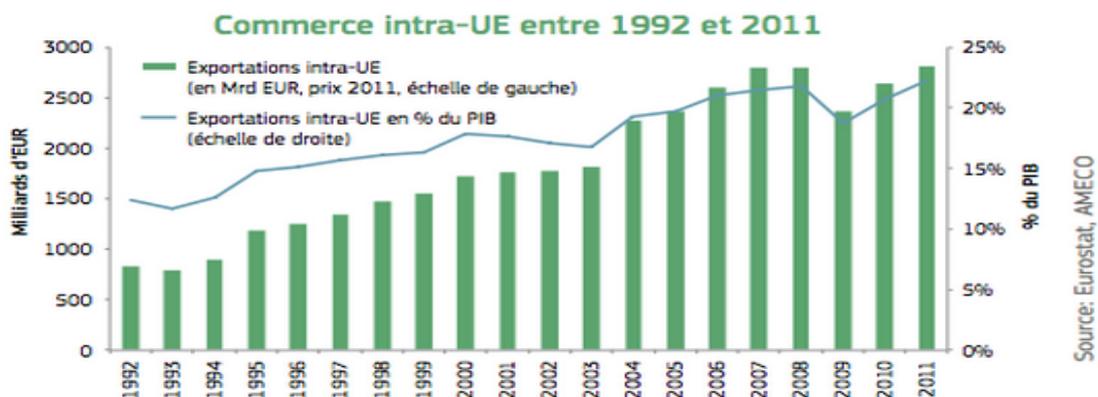
*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que le niveau d'intégration des économies européennes a progressé

Document 1 : Les six nations fondatrices de la Communauté économique européenne ont été rejointes par pas moins de vingt-deux autres nations dont certaines étaient encore, dans les années quatre-vingt, des économies planifiées, intégrées dans la sphère d'influence soviétique. Le marché commun du charbon et de l'acier a été étendu à toutes les marchandises et à tous les services ; la liberté de circulation des capitaux est complète, celle des personnes, dans l'espace Schengen, décrié aujourd'hui, l'est presque autant. L'Union européenne est entrée dans la vie quotidienne de tous les citoyens européens, non seulement au travers d'une libéralisation forte des économies dans lesquelles ils vivent, consomment et produisent, mais aussi par l'intermédiaire de règlements, de normes et de politiques publiques et économiques qui protègent, contraignent et influencent leurs activités.

Source : Jérôme Creel, En économie, L'Union européenne fait-elle encore la force ? 24 février 2016, in the conversation

Document 2 : Evolution du commerce intra- Union Européenne entre 1992 et 2011



Source : Eurostat, Ameco

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 2 points

1	Montrez par un calcul comment a évolué la part des exportations intra-Union Européenne en pourcentage du PIB entre 1992 et 2011. (document 2)	2 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 8 points

2	Illustrez la notion de mode de scrutin.	4 pts
3	Présentez deux explications de l'abstention aux élections en France.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n° 13

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrez les problèmes rencontrés par les pays de l'Union économique et monétaire pour coordonner leurs politiques économiques .

Document 1 : Situation économique de quelques pays membres de l'UEM (Union Economique et Monétaire)

	Taux de chômage en 2015 (2)	Taux de croissance du PIB réel en 2015	Taux d'inflation en 2016	Dette publique en % du PIB (1)
Allemagne	4,6	1,7	0,7	<u>71,2</u>
Pays-Bas	6 ,9	2	0,3	65,1
France	10,4	1,3	0,5	96,2
Italie	11,9	0,7	- 0,1	132,3
Espagne	22,1	3,2	0,5	99,8
Grèce	24,9	- 0,2	0,6	177,4

(1). Dette publique : dette de l'ensemble des administrations publiques (État, collectivités locales, administrations de Sécurité sociale...). (2). Taux de chômage au sens du BIT

Source : Eurostat, 2017.

Document 2 : L'élargissement de l'Union Européenne à 25 puis à 28 pays a évidemment rendu la convergence encore plus difficile. L'accueil des pays de l'Europe Centrale et Orientale a considérablement accru les écarts de richesse au sein de l'Union, rendant indispensable d'apporter une aide financière et technique aux réformes entreprises par les nouveaux entrants pour tenter de combler leur retard. Du côté des politiques sociales notamment, ces nouveaux entrants auraient bien du mal à financer un système complet de protection sociale du jour au lendemain. Mais la disparité des niveaux de développement n'est pas la seule responsable des difficultés de coordination. A bien des égards, on pourrait assimiler les relations des pays de l'Union à celles que l'on retrouve dans le cadre d'un jeu non-coopératif. Chacun essaie de tirer les plus grands avantages des institutions communes même si cela se fait au détriment des autres nations, voire de la stabilité de la zone entière. De nombreux pays ont plutôt cherché à profiter de l'absence d'harmonisation des politiques sociales et fiscales au sein de l'Union.

Source : *Alternatives Économiques, Hors série Bac ES, p.29, 2017.*

Questions complémentaires (10 points)

- **Question complémentaire de savoir-faire : 3 points**

1	Faites une lecture de la donnée soulignée (document 1)	3 pts
---	--	-------

- **Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points**

2	Qu'est-ce que la société civile organisée ?	3 pts
3	A partir d'un exemple, montrez que la socialisation primaire influence le comportement politique	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n° 14

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que l'Union Européenne rencontre des difficultés de coordination des politiques économiques.

Document 1 : Le *policy mix* européen est élaboré dans le cadre de l'Union économique et monétaire (UEM), créée par le traité de Maastricht de 1992, qui prévoit la création d'une monnaie unique.[...]À ce titre, l'UEM s'est dotée d'une politique monétaire unique, définie de façon indépendante par la BCE. En revanche, la politique budgétaire demeure une compétence des États membres. [...]Le Pacte de stabilité et de croissance de 1997 a prolongé dans le temps les critères de Maastricht. Ce ne sont plus simplement des critères pour entrer dans la zone euro, mais des critères devant être respectés en permanence après l'adoption de la monnaie unique : déficit public inférieur à 3 % du produit intérieur brut (PIB), dette publique inférieure à 60 % et recherche de l'équilibre budgétaire à moyen terme. Cet encadrement des politiques budgétaires est fondé sur la volonté d'éviter qu'un État membre ne soit incité à laisser s'accroître son déficit en espérant en faire supporter le coût par les autres États membres.

Source : Pierre Bernard – Reymond, Richard Yung, « la gouvernance économique européenne », rapport d'information du Sénat n°49, fait au nom de la Commission Européenne, 19 octobre 2010.

Document 2 : Evolution des soldes publics (1) en % du PIB

	2007	2009	2010	2015
Allemagne	0.2	-3.2	-4.2	<u>0.7</u>
Espagne	2.0	-11	-9.4	<u>-5.1</u>
France	-2.5	-7.2	-6.8	-3.5
Italie	-1.5	-5.3	-4.2	-2.6

(1) *Solde public = recettes publiques – dépenses publiques.*

Source : Eurostat, octobre 2016.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des nombres soulignés en gras (document 2) ?	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Comment les partis politiques contribuent à la mobilisation des électeurs ?	4 pts
3	Qu'appelle-t-on le vote sur enjeu ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 15

***Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez les avantages attendus de la création d'un grand marché intérieur pour les pays membres de l'Union Européenne.

Document 1 : Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation en 2015.



Source : INSEE, d'après les données de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), 2016.

Document 2 : Il a fallu près d'un quart de siècle depuis l'élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres pour achever en même temps l'union douanière et le marché commun. Même retardée, cependant, la réalisation du marché intérieur est un grand pas en avant dans le processus de l'intégration européenne. La libre circulation réduit le coût de fabrication et de transport des marchandises, facilite les exportations et permet la réalisation d'importantes économies. La réduction des coûts administratifs et financiers liés aux échanges intra-européens et la réalisation des économies d'échelle encouragent le dynamisme et la créativité des opérateurs économiques européens et leur donnent une base solide pour affronter la compétition internationale. Dans une économie globale caractérisée par la concurrence impitoyable, notamment entre les compagnies multinationales, les économies et les entreprises de petits et moyens pays européens seraient certainement dans une situation beaucoup plus mauvaise que celle d'aujourd'hui, s'il n'y avait pas le grand marché intérieur qui agit comme abri et tremplin pour les marchés extérieurs.

Source : Nicholas Moussis, Accès à l'Union européenne : droit, économie, politiques, 2008, 13^{ème} édition.

***Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Intégrez chaque donnée entourée dans une phrase permettant d'en comprendre le sens. (document 1)	4 pts
----------	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Citez deux variables lourdes du comportement électoral.	2 pts
3	Présentez les principales caractéristiques d'un régime parlementaire.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

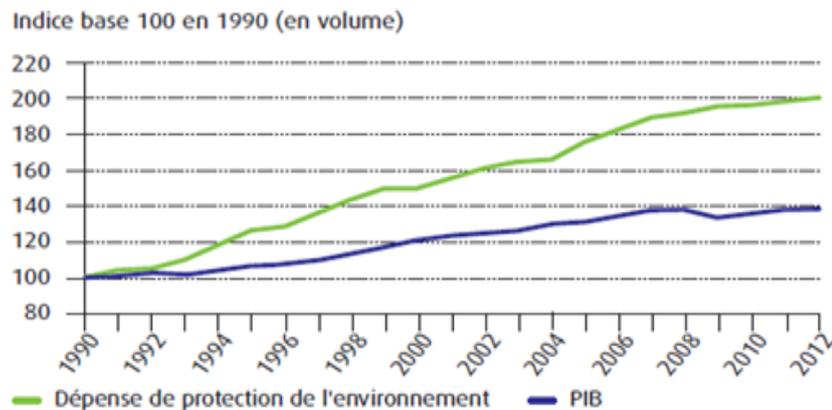
Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°16

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la croissance économique peut être compatible avec la préservation de l'environnement.

Document 1 : Evolution de la dépense de protection de l'environnement et du PIB en France



Note : les dépenses prises en compte incluent les actions d'amélioration de l'environnement, les actions de prévention ou d'évitement de dommages environnementaux potentiels, et les actions de réduction ou de réparation de dommages constatés.

Source : INSEE et SOeS (service statistique du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie), 2014.

Document 2 : La soutenabilité pose la question de savoir si l'on peut espérer que le niveau actuel du bien-être pourra être au moins maintenu pour des périodes ou des générations futures ou s'il est plus probable qu'il diminue.[...] Le bien-être des générations futures, en comparaison avec la nôtre, dépendra des ressources que nous leur transmettrons.[...] Le bien-être à venir dépendra du volume des stocks de ressources épuisables (capital naturel) que nous laisserons aux prochaines générations. Il dépendra également de la manière dont nous maintiendrons la quantité et la qualité de toutes les autres ressources naturelles renouvelables nécessaires à la vie. [...] Il dépendra en outre de la quantité de capital physique (machines, immeubles) que nous transmettrons, et des investissements que nous consacrerons à la constitution du "capital humain" de ces générations futures, essentiellement des dépenses dans l'éducation et la recherche. Et il dépendra enfin de la qualité des institutions que nous leur transmettrons, qui sont une autre forme de "capital" (capital institutionnel) essentiel au maintien d'une société humaine fonctionnant correctement.

Source : J. E. Stiglitz, A. Sen, J. P. Fitoussi, Rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les données pour l'année 2012 (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Illustrez la notion de répertoire d'action politique.	3 pts
3	Distinguez le mode de scrutin proportionnel du mode de scrutin majoritaire.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°17

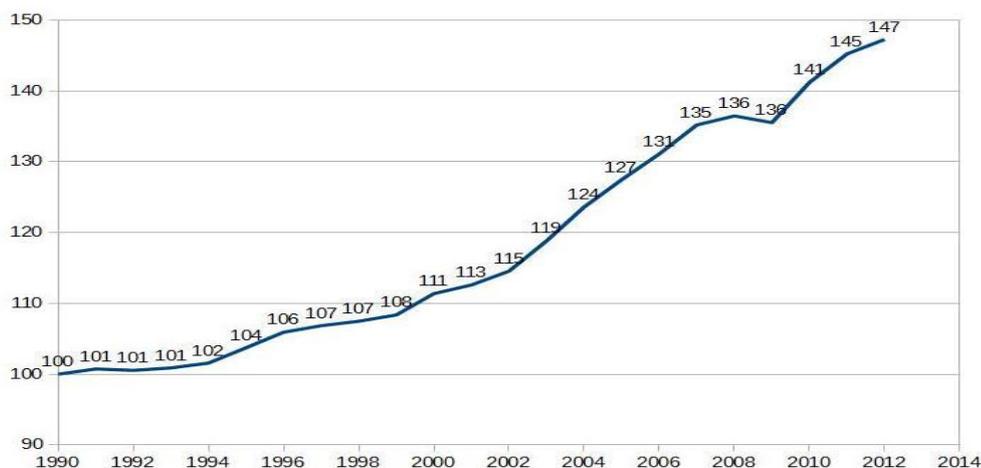
*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire à la préservation de l'environnement.

Document 1 : En l'absence de politiques spécifiques, les prix ne reflètent pas les dommages environnementaux que peuvent engendrer la consommation ou la production des biens et services fournis par ces marchés. Les agents économiques considèrent que les biens environnementaux sont gratuits et ont tendance à les surconsommer. En outre, ils ne prennent pas en compte les effets négatifs sur les autres agents économiques de la consommation ou de la production de certains biens et services comme les transports ou l'énergie par exemple, et ne tiennent donc pas compte des nuisances environnementales associées. Autrement dit, le coût social lié à la consommation ou à la production de ces biens et services est supérieur au coût privé. En l'absence d'intervention publique, cette différence n'est pas prise en compte par les agents et conduit à une situation non optimale.

Source : TRÉSOR-ÉCO, revue du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi – n° 19 – Sept. 2007

Document 2 : Évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre (indice base 100 en 1990)



Source : Site internet du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer. 2016

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 2 points

1	Que signifie la valeur 147 pour l'année 2012 ? (document 2)	2 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 8 points

2	Illustrez la diversité des répertoires de l'action politique.	4 pts
3	Qu'est-ce que la société civile organisée ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

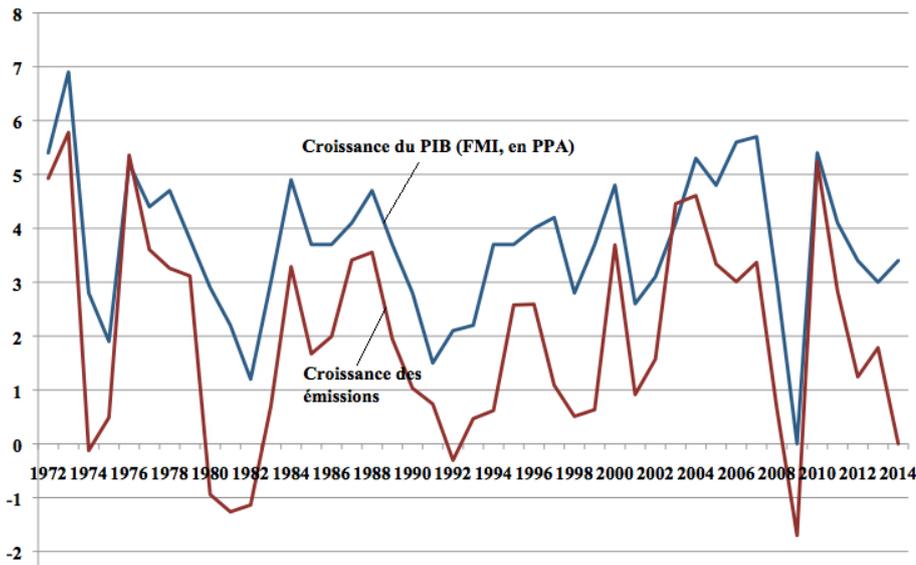
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°18

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez les limites écologiques de la croissance économique.

Document 1 : Taux de croissance du PIB mondial et des émissions de CO2 liées aux énergies fossiles



Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/03/23/>

Document 2 : Le changement climatique est une réalité que nous éprouvons fortement. Nous avons 16 îles [de l'archipel des Maldives] dont nous avons dû déménager les populations en raison de l'érosion des côtes (due à la montée du niveau marin). Nos nappes d'eau douce ont été contaminées sur 70 îles en raison de l'intrusion de l'eau de mer sur les terres émergées. Pour obtenir de l'eau douce, nous devons dessaler l'eau de mer, ce qui est très coûteux. Avec le réchauffement des eaux de surface, les poissons demeurent plus en profondeur et deviennent inaccessibles au type de pêche que nous pratiquons — c'est-à-dire une pêche sans filet qui n'altère pas le reste de l'écosystème. Nous avons donc des problèmes d'accès à l'eau, de sécurité alimentaire, de migrations internes, nous avons tous les problèmes sérieux auxquels les autres pourront être plus tard confrontés. Nous devons consacrer 40 % de nos investissements au financement de politiques d'adaptation. Pour cela, nous devons lever de nouveaux impôts, ce qui ne contente personne.

Source : Propos recueillis par J. FOLLOROU et S. FOUCART, Le Monde, 14 oct. 2011.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase exprimant la signification des données pour l'année 2014 (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

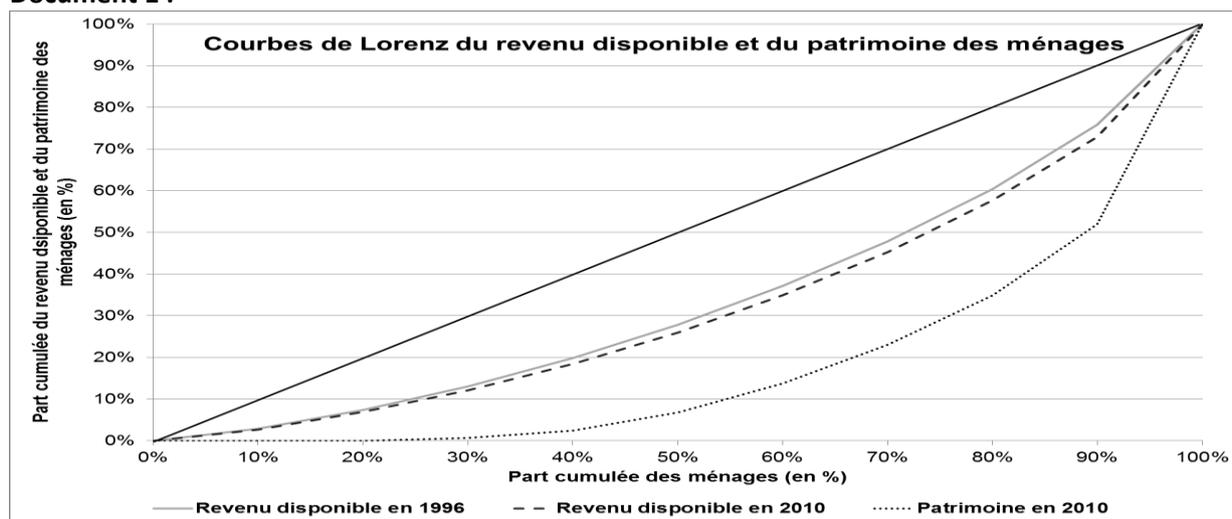
2	Illustrez l'évolution des répertoires d'action politique.	3 pts
3	En quoi l'action des partis politiques est-elle utile à la démocratie ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler

Document 1 :



Source : INSEE, Enquête revenus fiscaux et sociaux 2010, Enquête patrimoine 2010

Document 2 : Ainsi, les inégalités face à la santé sont, plus ou moins directement, déterminées par d'autres inégalités : les conditions dans lesquelles les individus travaillent [...] constituent ainsi l'une des causes principales des inégalités de santé. Mais les différences de modes de vie ou les inégalités d'accès aux soins n'en jouent pas moins leur rôle. À l'inverse, les inégalités face au logement induisent ou influent sur d'autres types d'inégalités pour, bien souvent, les aggraver, qu'il s'agisse de la réussite scolaire des enfants, variable selon qu'ils disposent ou non d'une chambre individuelle par exemple, des possibilités d'accéder à certains services, inégalement répartis sur le territoire, ou des risques pour la santé des individus. [...]

Source : Note de lecture de « BIHR A. et PFEFFERKORN R. (2008), *Le système des inégalités* », 2008.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Quelles parts du patrimoine et du revenu disponible étaient détenues par les 10% des ménages les plus riches en 2010? (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Donnez les principales caractéristiques d'un régime parlementaire	3 pts
3	Montrez comment la socialisation influence le comportement politique d'un individu.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°20

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que les inégalités ont un caractère multiforme

Document 1 : Revenu disponible par ménage selon la tranche de revenu en 2011 en euros par an

Tranche de revenu annuel disponible	Limite supérieure de la tranche (décile)	Revenu annuel moyen
Inférieur à D1	<u>13 070</u>	<u>9 480</u>
De D1 à D2	16 830	15 060
De D2 à D3	20 380	18 570
De D3 à D4	24 470	22 400
De D4 à D5	29 010	26 730
De D5 à D6	34 210	31 510
De D6 à D7	40 490	37 250
De D7 à D8	48 680	44 280
De D8 à D9	62 980	54 810
Supérieur à D9		99 750

Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee ; DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA ; enquête Revenus fiscaux et sociaux 2011.

Document 2 : Louis Chauvel a étudié en détail ce qu'il désigne comme un phénomène de « décote de la valeur du jeune ». La crise économique survenue après 1975 a entraîné les difficultés que l'on connaît sur le marché du travail. Or, en France, les jeunes ont été les premiers à en faire les frais. Dans les années 1990, au moment où le taux de chômage a atteint ce qui fut [...] son sommet, autour de 13 % de la population active, c'étaient 25 % des actifs de moins de 24 ans qui étaient à la recherche d'un emploi. [...] Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a un certain brouillage dans les inégalités, dont, en outre, seules quelques-unes sont évoquées ici. On en oublierait presque les vieilles classiques, les inégalités professionnelles par exemple, puisque les sociologues montrent le flou actuel qui d'ailleurs, a fait perdre de sa force à la notion de classe sociale. Aujourd'hui, on insiste plus sur le fait qu'un ouvrier a six ans et demi de moins d'espérance de vie (à 35 ans) qu'un cadre, sur les disparités de mobilité ou d'activités culturelles des uns et des autres, sur l'inégale réussite scolaire de leurs enfants respectifs... que sur leur différentiel de salaire.

Source : « Inégalités : de quoi parle-t-on ? », Martine FOURNIER, Sciences Humaines, Mars 2003.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux données en caractère gras et soulignées (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Illustrez la notion de socialisation politique.	3 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle- Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°21

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales dans la société française.

Document 1 :

Espérance de vie des hommes à l'âge de 35 ans selon la catégorie sociale					
Unité : années					
	Hommes 1976- 1984	Hommes 1983- 1991	Hommes 1991- 1999	Hommes 2000- 2008	Hommes 2009- 2013
Cadres sup.	41,7	43,7	45,8	47,2	49
Prof. interm.	40,5	41,6	43	45,1	46,7
Agric.	40,3	41,7	43,6	44,6	46,2
Artis., commer. et chefs d'entrep.	39,6	41	43,1	44,8	46
Employés	37,2	38,6	40,1	42,3	44,9
Ouvriers	35,7	37,3	38,8	40,9	42,6
Inactifs	27,7	27,5	28,4	30,4	33,1
Ensemble	37,8	39,2	40,8	42,8	44,5
Ecart entre cadres sup. et ouvriers	6	6,4	7	6,3	6,4

Source : Insee - © Observatoire des inégalités – Février 2016

Document 2 : A l'école, la profession des parents et leur attrait pour la lecture a une influence sur le niveau des enfants. C'est la conclusion d'une étude réalisée par le ministère de l'Éducation nationale. [...] Menée auprès de 35 000 élèves de la sixième à la troisième, cette étude a confronté les scolaires à des tests cognitifs* portant sur la lecture, les mathématiques, la logique et la mémoire. Les élèves venus d'un milieu social aisé s'en sortent bien mieux que ceux élevés dans un milieu social défavorisé. Les écarts sont particulièrement marqués en ce qui concerne la lecture et les maths. [...] Autre enseignement de cette étude : en sixième, beaucoup de choses sont jouées et il apparaît très difficile d'inverser la tendance au cours des quatre années de collège. Ainsi, 60% des élèves les plus performants en mathématiques, en lecture et en mémoire à la fin de la sixième le sont toujours quatre ans plus tard. En revanche, moins de 5% des élèves aux faibles résultats en sixième parviennent à se classer parmi les élèves les plus performants en fin de troisième.

Blandine Le Cain, « Une étude confirme que les inégalités sociales accroissent les écarts scolaires », Lefigaro.fr, août 2015.

* cognitif : qui se rapporte à la faculté de connaître.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Faites une phrase pour exprimer le sens de chacune des données en gras soulignées (doc 1)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Pourquoi dit-on que les répertoires de l'action politique ne se résument pas au vote ?	3 pts
3	En quoi le régime français est-il semi-présidentiel ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

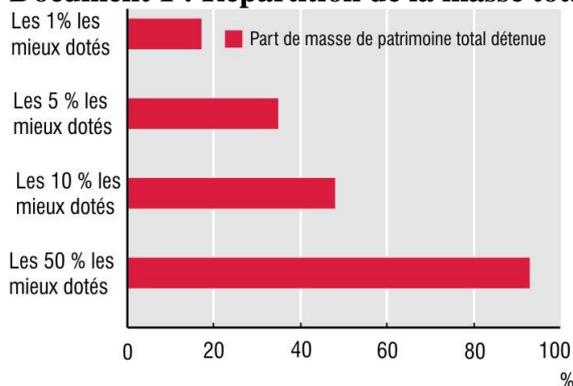
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°22

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que les classes sociales peuvent encore être considérées comme un outil pertinent pour analyser la société d'aujourd'hui.

Document 1 : Répartition de la masse totale de patrimoine brut entre les ménages



Champ : ménages ordinaires résidant en France, y compris dans les DOM.
Source : Insee, enquête Patrimoine 2009-2010.

Document 2 : Parmi les catégories populaires, le chômage et la dégradation des conditions d'emploi ont-ils fait renaître un nouveau sous-prolétariat ? Selon une étude de l'Insee, ces travailleurs du bas de l'échelle sociale rassemblaient 4,8 millions de salariés en 2002, soit 22,6 % de l'emploi salarié. Leur nombre s'est remis à progresser à compter du début des années 1990 (...). Cet ensemble comporte 2 millions d'ouvriers non qualifiés, à 60 % des hommes : manutentionnaires, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, etc. Peuvent y être ajoutés une partie des employés, en y incluant les emplois qui nécessitent peu de formation : agents de sécurité, caissiers, femmes de ménages, etc. Ce dernier ensemble représentait 2,8 millions de personnes en 2002, à 80 % des employées [...] Ils ont en commun de faibles rémunérations, de l'ordre d'un gros tiers du salaire moyen des cadres. Ils occupent des postes d'exécution, marqués par la précarité des statuts – avec 30 % de CDD, d'intérim, de contrats aidés ou de temps partiels subis. [...] Ils se sentent également éloignés de la vie politique. Ils déclarent une sociabilité moins étendue que celle des autres groupes sociaux et pratiquent moins d'activités. [...]

Source : Louis Maurin, *Déchiffrer la société française*, La Découverte, 2009.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Interprétez le sens de la donnée qui concerne les 1% les mieux dotés (document 1).	4 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	En quoi la socialisation familiale joue-t-elle un rôle déterminant pour la formation des attitudes politiques ?	3 pts
3	Présentez les principales caractéristiques d'un régime présidentiel.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n° 23

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que l'école ne parvient pas toujours à favoriser la mobilité sociale.

Document 1 :

Dans *Les Héritiers* (1964) puis *La Reproduction* (1970), P. BOURDIEU et J-C PASSERON ont montré par quels processus le système scolaire exerçait un rôle de sélection scolaire aux dépens des classes populaires. Les étudiants issus des classes aisées bénéficient de privilèges sociaux qui favorisent leur réussite. Le système scolaire disposant d'une autonomie relative, les propriétés sociales des « héritiers », en particulier leur « capital culturel » (qui leur ouvre les voies de la réussite scolaire) sont transformées par l'école en titres scolaires [...]

Source : M. CACOUAULT-BITAUD, F. OEUVRARD, *Sociologie de l'éducation*, Repères, La Découverte, 2009

Document 2 :

Diplômes des jeunes sortants du système éducatif en 2012-2013-2014 en fonction du milieu social (en %)

	Diplômes du supérieur	Brevet ou aucun diplôme
Ouvriers, employés	32	19
Cadres et professions intermédiaires	60	7
Ensemble	45	13

Source : *L'état de l'École 2016. Coûts, activités, résultats Numéro 26, décembre 2016. Education nationale.*

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase d'interprétation pour chaque donnée en gras (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Illustrez la notion de « société civile organisée ».	4 pts
3	Définissez la notion de culture politique	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

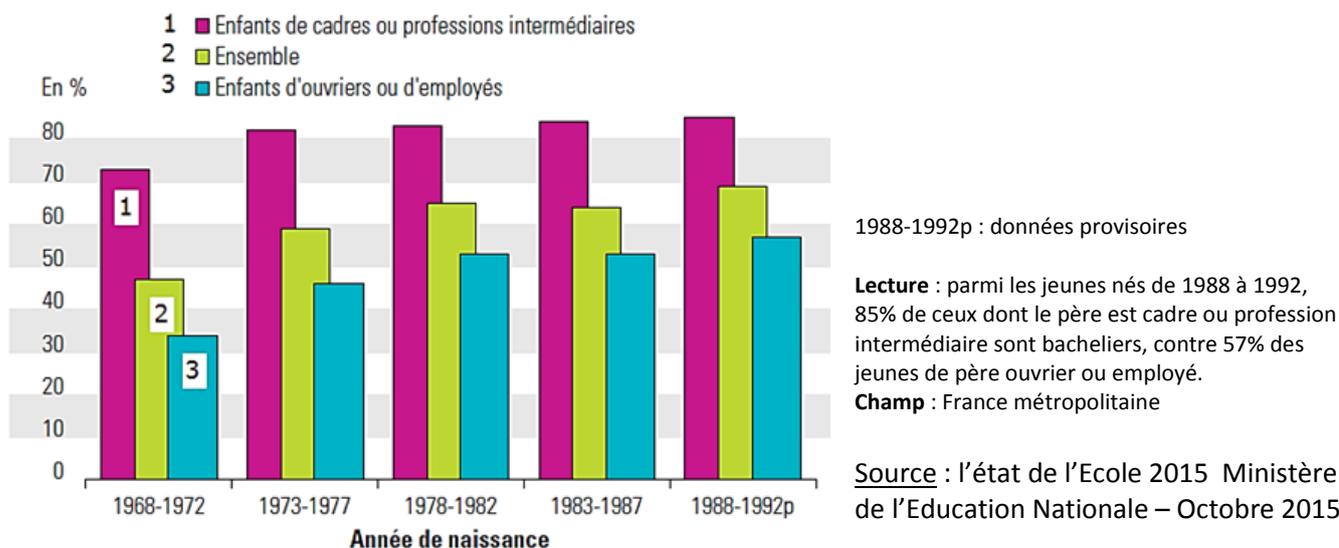
Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n° 24

***Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez les difficultés de l'Ecole à favoriser la mobilité sociale.

Document 1 : Obtention du baccalauréat selon la génération et le milieu social



Document 2 : A propos des inégalités sociales en matière d'éducation, deux constats émergent. D'abord, malgré une massification scolaire d'ampleur au cours de la seconde moitié du XXème siècle, la démocratisation scolaire a peu progressé. Des inégalités quantitatives d'accès aux différents niveaux du système éducatif tendent à être supplantées par des inégalités qualitatives liées à une filiarisation de ces mêmes niveaux. Ainsi, au moment où les différents verrous disparaissent et où les enfants des classes populaires franchissent un nouveau palier, le jeu des filières permet aux enfants des classes favorisées de maintenir leur avantage. La persistance d'inégalités sociales dans le champ de l'éducation explique que la reproduction sociale n'ait pas diminué. Enfin, la persistance, à niveau de diplôme équivalent, d'un fort désavantage pour les enfants des classes populaires souligne les limites du rôle de l'éducation dans le processus de mobilité sociale : même une démocratisation parfaite ne transformerait pas la société française en un paradis de la méritocratie et de la fluidité sociale.

Source : Camille PEUGNY, *Le destin au berceau*, Seuil, 2013

***Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les taux d'obtention du baccalauréat des enfants nés entre 1968 et 1972 à ceux des enfants nés entre 1988 et 1992 (Document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Illustrez la notion de mode de scrutin.	3 pts
3	Qu'appelle-t-on le vote sur enjeu ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 25

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous présenterez le rôle de la famille dans la mobilité sociale.

Document 1 : Table de mobilité (destinée) des hommes de 40 à 59 ans en 2003 (en %)

Catégorie socioprofessionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle du fils en 2003 (en %)						
	Agriculteur exploitant	Artisan, commerçant et chef d'entreprise	Cadre et profession intellectuelle supérieure	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur exploitant	22	6	9	17	9	37	100
Artisan, commerçant et chef d'entreprise	1	21	22	24	9	24	100
Cadre et profession intellectuelle supérieure	0	6	52	26	6	9	100
Profession intermédiaire	0	8	33	33	9	17	100
Employé	0	7	22	28	17	26	100
Ouvrier	1	8	10	23	12	46	100
Ensemble	4	9	19	24	11	34	100

Source : INSEE, enquête FQP 2003.

Document 2 : D'où viennent les inégalités face à l'éducation ? Jusqu'à présent la réponse tenait pour l'essentiel en deux mots : capital culturel. [...] Le constat, confirmé depuis cinquante ans par d'innombrables études, est implacable. Mais son hégémonie n'a-t-elle pas eu pour conséquence de laisser dans l'ombre le rôle crucial que continue de jouer le bon vieux capital économique ? [...] Les parents des classes moyennes et supérieures, plus que jamais soucieux de créer un environnement favorable à la réussite scolaire de leur enfant [...], laissent de moins en moins de place au hasard. Outre le recours au soutien scolaire et l'implication dans l'école, cela passe par l'évitement des établissements ayant mauvaise réputation, qu'il s'agisse d'une orientation vers l'enseignement privé ou encore le choix d'habiter près d'un « bon » établissement. Des stratégies qui ont un coût [...]. Dans l'enseignement supérieur, l'argent se révèle aussi de plus en plus discriminant pour accéder aux filières sélectives. Qu'il s'agisse des frais de scolarité, [...] ou du recours à d'onéreuses prépas privées, qui se révèle quasi-indispensable pour passer un concours, comme médecine.

Source : Xavier Molénat. Des études en or. Alternatives Economiques. Septembre 2016.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Effectuez une lecture des deux données soulignées en gras. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Illustrez la notion de « répertoires d'action politique ».	3 pts
3	Qu'appelle-t-on le pluralisme politique ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 26

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la famille peut être un frein à la mobilité sociale

Document 1 : Table de destinée. Catégorie socioprofessionnelle du fils en fonction de celle du père (en %)

Catégorie socio-professionnelle du fils	Catégorie socioprofessionnelle du père						
	Agriculteur	Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise	Cadre et Profession intellectuelle supérieure (CPIS)	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur	22	1	0	0	0	1	4
Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise	6	21	6	8	7	8	9
CPIS	9	22	52	33	22	10	19
Profession intermédiaire	17	24	26	33	28	23	24
Employé	9	9	6	9	17	12	11
Ouvrier	37	24	9	17	26	46	34
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.
Source : INSEE 2006

Document 2 : Dès la maternelle, des inégalités sociales sont visibles, particulièrement marquées dans le domaine de la logique verbale [...] mais les écarts sociaux sont également significatifs [...] dans les autres dimensions cognitives⁽¹⁾ (aisance graphique, structuration spatiale, organisation temporelle) [...]. Ensuite, au fil de la scolarité, les apprentissages scolaires revêtent un caractère cumulatif. [...] Les élèves entrent donc en 6^{ème} avec un niveau fort inégal : en mathématiques comme en français, les 10% d'élèves les plus forts réalisent des performances environ trois fois supérieures aux 10% les plus faibles. [...] À ces inégalités de réussite, viennent s'ajouter, à partir du collège, des inégalités tenant spécifiquement aux choix scolaires. [...]. Les choix d'orientation concourent à l'accroissement des inégalités sociales au collège. En effet, dans notre pays, l'orientation est conçue comme une réponse aux demandes familiales. Or celles-ci sont variables selon le niveau économique et culturel : on croit d'autant plus à l'utilité des diplômes et on en désire d'autant plus pour son enfant qu'on est soi-même instruit et/ou de milieu social élevé [...]. Une étude récente du Ministère de l'Éducation Nationale montre qu'avec moins de 9 de moyenne au contrôle continu du Brevet, 66% des familles de cadres, contre 18% des familles ouvrières, demandent une orientation en second cycle long.

(1) Cognitives : relatives aux connaissances.

Source : « Les causes sociales des inégalités à l'école », DURU-BELLAT Marie, Comprendre, n°4, octobre 2003.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Faites une phrase avec la donnée soulignée en gras (document 1)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Présentez une caractéristique du régime présidentiel.	3 pts
3	Définissez la notion de répertoires d'action politique.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrer que le travail peut être un facteur d'intégration sociale.

Document 1 : Loin de séparer, la division du travail renforce la complémentarité entre les membres d'une société. Non seulement elle donne à chacun, si monotone que soit sa tâche, le sentiment de son utilité, mais elle le transforme de l'intérieur, le socialise, et lui fait partager avec d'autres une « même vie morale ». [...] C'est ce que montre l'entretien avec Yves L., 62 ans, chauffeur-livreur à Rungis [...]. « Rungis ça a changé énormément, Rungis c'est une usine, vous comprenez ? Je vais vous expliquer. Aux Halles de Paris (1), on se connaissait tous, on se voyait tous les jours, on voyait les mêmes personnes, on était en contact intimement avec tout le monde vous voyez, c'était une ambiance ... Une vie collective, confraternelle parce que y en avait un qui peinait, qui poussait un chariot de viande [...] un type passait à côté, bah, il lui demandait même pas, il l'aidait à pousser le chariot [...] même les patrons des fois ils arrivaient, ils vous donnaient la main, vous voyez, or Rungis ça a été fini, ça n'a plus existé, on se connaissait plus, ça a été l'usine. [...] Et y avait plus cette ambiance qu'on avait pour casser la croûte par exemple, on sortait avec un kilo de bidoche, on allait au café, « Tiens, tu me feras cuire ça pour tout à l'heure », on buvait un pot, on repartait au boulot. »

Source : C. BAUDELLOT, M. GOLLAC et alii., *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003.
 (1) Les Halles formaient le grand marché alimentaire de Paris jusqu'à la décision prise en 1962 de leur déplacement à Rungis.

Document 2 : Niveau de vie médian et taux de pauvreté selon la situation par rapport à l'emploi

	2006		2010		2014	
	Niveau de vie médian (euros)	Taux de pauvreté (%)	Niveau de vie médian (euros)	Taux de pauvreté (%)	Niveau de vie médian (euros)	Taux de pauvreté (%)
Actifs occupés	20120	7,4	21850	7,5	22320	7,6
Chômeurs	13090	34,8	13810	35,8	14170	37,3

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : D'après Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2006 à 2014.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux données soulignées en gras. (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Distinguez régime parlementaire et régime présidentiel.	4 pts
3	Expliquez la notion de vote sur enjeu.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

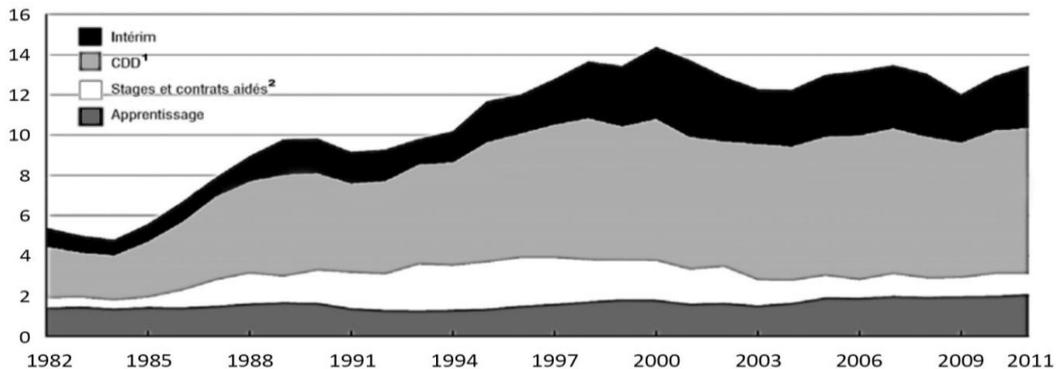
Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°28

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrez que l'évolution des formes de l'emploi fragilise le lien entre travail et intégration sociale.

Document 1 : Part des formes particulières d'emploi dans l'emploi salarié du secteur privé en France métropolitaine (en %)



1. contrat à durée déterminée.

2. contrats aidés: contrats de travail pour lesquels les employeurs bénéficient d'aides qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, de suppressions de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation.
 Source : enquêtes Emploi, INSEE, 2014.

Document 2 : Être exclu, c'est [...] se trouver à la fois hors de l'ordre du travail et hors des réseaux concrets de solidarité. C'est se retrouver sans place assignée dans la société. Les sociétés industrielles avancées sont en train de redécouvrir l'existence de catégories de gens occupant une position que l'on pourrait qualifier de surnuméraire¹. Ils ne sont pas intégrés, et ils ne sont peut-être pas intégrables, au sens où quelqu'un comme Émile Durkheim, par exemple, parle d'intégration [...]. Même s'il y a aujourd'hui davantage de salariés, il y a aussi un nombre croissant de salariés précarisés, pour lesquels il est de plus en plus difficile de construire un avenir assuré à partir de leur emploi, sur le double plan de la stabilité des relations de travail (menace du chômage, précarisation de l'emploi) et des protections liées au travail (effritement d'une protection sociale directement attachée au statut de salarié).

Robert Castel, *La table ronde pédagogique*, « L'exclusion existe-t-elle? », CNDP, 2001.

¹ Main d'œuvre excédentaire

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Quelle est la part des contrats à durée déterminée (CDD) dans l'emploi salarié du secteur privé en 2011 ? (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Qu'est-ce qu'un régime semi-présidentiel ?	4 pts
3	Citez deux variables lourdes du comportement électoral.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°29

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les évolutions de l'emploi fragilisent l'intégration sociale.

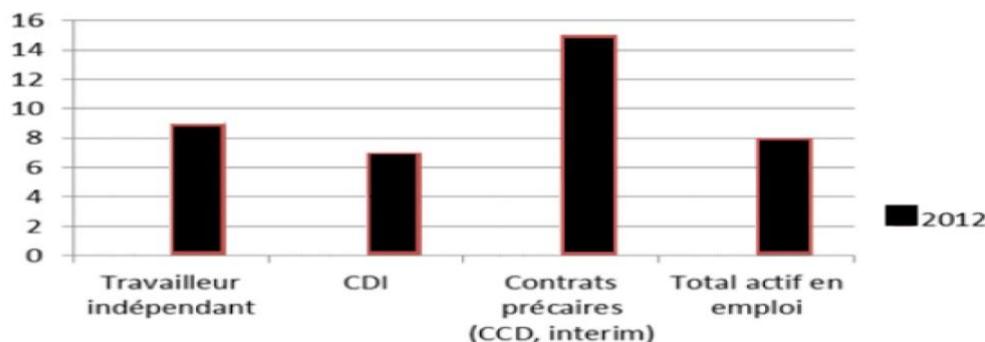
Document 1 : Un million de travailleurs vivent avec à peine plus de 800 euros par mois notamment du fait du temps partiel contraint. Un million de personnes exercent un emploi mais disposent, après avoir comptabilisé les prestations sociales (primes pour l'emploi, allocations logement, etc.), d'un niveau de vie [1] inférieur au seuil de pauvreté, fixé à la moitié du revenu médian. On en compte 1,9 million au seuil de 60 %. Au total, si l'on totalise l'ensemble des personnes qui vivent dans un ménage pauvre (dont le chef de famille dispose d'un emploi), conjoints et enfants compris, entre 2 et 3,9 millions de personnes sont concernées selon le seuil de pauvreté utilisé. La pauvreté laborieuse [2] résulte de plusieurs facteurs. D'abord, de la faiblesse des salaires dans de très nombreux secteurs et notamment du niveau du salaire minimum. Ensuite du temps partiel, qui réduit en proportion les niveaux de vie. Enfin, du fractionnement des emplois : petits boulots, alternance de phases d'emploi et de chômage ou d'inactivité. Les niveaux de vie prennent en compte ceux de l'ensemble du couple : une partie des travailleurs pauvres sont dans cette situation parce que leurs revenus sont faibles et qu'ils vivent avec un(e) conjoint(e) qui dispose aussi de faibles ressources (inactifs et chômeurs notamment).

Source : Observatoire des inégalités, 17 décembre 2015.

[1] Ce niveau de vie tient compte d'éventuels revenus de leur conjoint(e)

[2] La pauvreté laborieuse correspond aux travailleurs pauvres

Document 2 : % de personnes en situation d'isolement relationnel selon le type d'emploi en 2012



Source :
 Fondation de France.
 Les solitudes en France, Rapport 2012.

Note : Sont considérées comme étant en situation d'isolement relationnel les personnes qui n'ont pas ou peu de relations sociales au sein des 5 réseaux sociaux suivants : réseau familial, professionnel, amical, de voisinage et associatif.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez la situation des "emplois précaires" et celle du "total des actifs en emploi". (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ?	4 pts
3	Présentez les variables lourdes du comportement électoral.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°30

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez comment l'école contribue à l'intégration sociale.

Document 1 : L'école est un objet d'étude familier pour le sociologue : l'évolution historique a conduit à accorder une place de plus en plus grande à l'école dans le processus de socialisation (l'entrée à l'école s'effectue très tôt, et la sortie en est progressivement différée). [...] De la formation du citoyen, à la nécessité de préparer à la vie active, l'école se voit assigner des objectifs qui débordent et de loin la transmission de savoirs. [...] La scolarisation était, au début du XX^e siècle, déjà assurée dans l'enseignement primaire (premier degré) mais, en revanche, la progression de la scolarisation dans les collèges et les lycées (second degré) n'a cessé d'augmenter depuis (l'âge de la scolarité obligatoire, prolongé à 16 ans en 1959, est, dans les faits, dépassé la plupart du temps aujourd'hui), particulièrement depuis les années 1960. L'enseignement supérieur a connu - avec un certain décalage - le même phénomène. [...].

Source : Précis de sociologie, Philippe RIUTORT, 2014.

Document 2 : Situation des jeunes trois ans après la sortie du système éducatif (en %)

	Taux d'emploi	Taux de chômage	Sur 100 jeunes en emploi	
			Emploi à durée indéterminée	Temps partiel contraint
Ensemble	69	22	66	9
Non-diplômés	41	<u>48</u>	40	18
Diplômés du secondaire	64	25	58	13
Diplômés du supérieur court	81	11	74	6
Diplômés du supérieur long	88	<u>9</u>	80	4

Note de lecture : 64% des jeunes diplômés du secondaire sortis en 2010 du système éducatif ont un emploi en 2013.

Source : Enquête 2013 auprès de la Génération 2010. Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme ; Bref du Cereq, n°319, mars 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 2 points

1	Comparez de deux manières différentes les données soulignées. (document 2)	2 pts
---	--	-------

Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 8 points

2	Présentez les caractéristiques d'un régime présidentiel.	4 pts
3	Comment peut-on expliquer l'abstention électorale ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°31

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que les conflits du travail ont connu des mutations depuis les années 1970.

Document 1 : Les indicateurs de la conflictualité du travail en France

	1975	1990	1997	2009
Journées individuelles non travaillées pour fait de grève (pour 1000 salariés)	3 500	600	400	136
Les motifs des conflits (en %)				
- Salaires	75	55	38	58
- Conditions de travail	7	9	12	15
- Défense de l'emploi	8	20	32	19
- Conflits de droits	10	16	18	8
Taux de syndicalisation (en %)	19,9	9,8	7,5	7,9

Source : DARES, Ministère du travail, 2012

Document 2 : Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses, l'accès aux sites de décision. Les NMS⁽¹⁾ mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie. Plus qualitatives, leurs revendications sont souvent non négociables : une demande de fermeture de centrale nucléaire ou d'abrogation de lois contre les homosexuels se prête moins à compromis qu'une revendication salariale. Ces revendications comportent une forte dimension expressive, d'affirmation de styles de vie ou d'identités, comme le suggère un terme comme gay pride⁽²⁾ [...]. C'est par ricochet le rapport au politique qui contient une [autre] différence. Dans les mouvements sociaux de la période 1930 - 1960, fonctionne régulièrement un binôme syndicat - parti. Il s'agit désormais moins de défier l'État ou de s'en emparer que de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance de formes de sociabilité privées contre son emprise.

Source : Sociologie des mouvements sociaux, Erik NEVEU, 2005.

(1) NMS : nouveaux mouvements sociaux.

(2) Gay Pride : littéralement « fierté gay ». Marche revendiquant la liberté de l'orientation sexuelle.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les données « 19,9 » et « 3500 » de 1975. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Qu'entend-t-on par pluralisme politique ?	3 pts
3	Vous donnerez deux explications de l'abstention électorale.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrez que les conflits du travail connaissent des transformations.

Document 1 : Une caractéristique commune semble réunir [les mouvements sociaux contemporains] : dans leur écrasante majorité, ils expriment à un titre ou à un autre une volonté de résistance à la dégradation de la situation économique et à la remise en cause d'un modèle de société dont les services publics et la protection sociale constituent depuis la Libération les principales instances d'intégration. Le constat s'impose d'emblée, s'agissant des mouvements directement engagés sur les terrains de l'emploi ou des services publics, telles les innombrables mobilisations de salariés contre la fermeture de leur entreprise, les protestations contre la fragilisation des services publics (hôpitaux, enseignement, recherche, transports en commun, services postaux...) ou les résistances à la restriction de la protection sociale. [...] L'esprit offensif hérité de mai 1968 s'est dissipé, laissant la place à une posture défensive : davantage que la revendication de nouveaux droits ou avantages, c'est leur préservation devant ce qui les menace qui tend à prévaloir. [...]

Source : L. Mathieu, La démocratie protestataire, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2011.

Document 2 : Les indicateurs de la conflictualité du travail en France

	1975	1990	1997	2009
Journées individuelles non travaillées pour fait de grève (pour 1000 salariés)	3 500	600	400	136
- Conflits localisés	3 000	500	350	110
- Conflits généralisés	500	100	50	26
Les motifs des conflits (en %)				
- Salaires	75	55	38	58
- Conditions de travail	7	9	12	15
- Défense de l'emploi	8	20	32	19
- Conflits de droits	10	16	18	8
Taux de syndicalisation (en %)	19,9	9,8	7,5	7,9

Source : DARES, Ministère du travail, 2014

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Interprétez la donnée entourée dans le tableau (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Comment les partis politiques participent-ils à la mobilisation électorale ?	3 pts
3	Comment la culture politique se transmet-elle ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

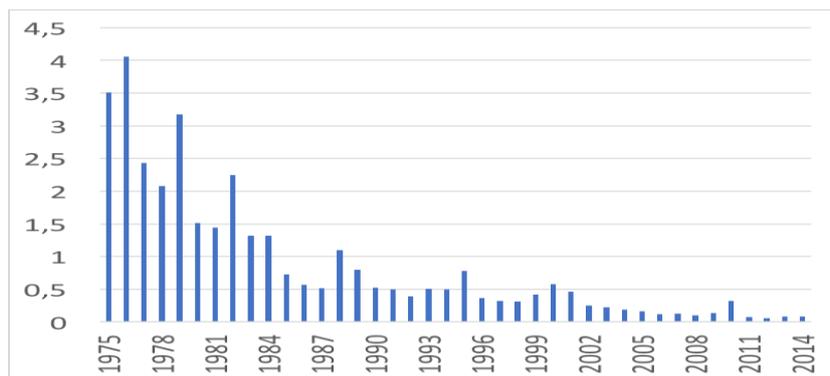
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°33

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les conflits sociaux se sont diversifiés.

Document 1 : Nombre de Jours Individuels Non Travaillés pour fait de grève recensés par l'Inspection du Travail (en millions)



Source : DARES

Document 2 : L'expression de nouveaux mouvements sociaux, tout d'abord, désigne à la fois un objet et un cadre d'analyse. Les différentes luttes ainsi qualifiées annoncent aux yeux de leurs analystes de véritables mutations sociales (...). Il y aurait donc (...) de « nouveaux » mouvements sociaux par opposition à d'autres, « anciens », condamnés à dépérir ou à disparaître. Ce postulat est affirmé par le politiste américain Ronald Inglehart (1977) qui affirme que, dans les sociétés riches où les besoins matériels les plus élémentaires (se nourrir, se loger, se soigner...) sont désormais comblés, les désirs se tournent vers d'autres souhaits ou préférences non satisfaits, de nature cette fois non matérielle mais davantage morale. Exigeant la satisfaction de ces nouveaux souhaits ou préférences, les NMS se différencieraient de ceux qui les précèdent – aux attentes pour leur part matérialiste – par la nature post matérialiste de leurs revendications. Des NMS comme l'écologie (qui défend le cadre de vie), le féminisme ou encore le régionalisme (qui défendent les identités collectives), s'opposeraient ainsi par la nature non matérielle de leurs enjeux à l'« ancien » mouvement ouvrier, aux exigences d'ordre avant tout matérielles (augmentation des salaires principalement).

Source : L. Mathieu, Les années 70, un âge d'or des luttes ? Textuel, 2009

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase pour expliquer la signification de la donnée de l'année 1976 (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ?	3 pts
3	Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

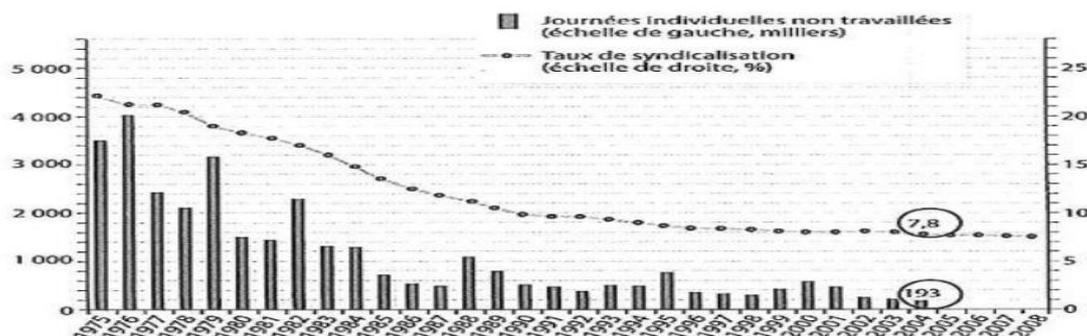
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°34

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les conflits du travail se sont transformés dans nos sociétés contemporaines.

Document 1 : Evolution du nombre de journées individuelles non travaillées et du taux de syndicalisation en France depuis 1975



Champ : Pour les données sur les grèves, toutes entreprises, hors entreprises publiques sur l'ensemble de la période ; hors entreprises publiques du secteur des transports à partir de 1996 ; la série s'interrompt en 2004, remplacée par un autre mode de comptabilisation.

Sources : DARES pour les données sur les grèves, OCDE pour le taux de syndicalisation

Document 2 : En adoptant une définition exigeante de la cessation du travail, les statistiques officielles ignorent un ensemble de pratiques protestataires pourtant en développement (notamment dans les petites entreprises), telles que les débrayages de courte durée, les grèves tournantes, les manifestations, les pétitions ou encore les refus d'heures supplémentaires – pour ne rien dire des expressions de résistance ou de protestation non pas collectives et publiques mais individuelles et discrètes, comme le sabotage, l'absentéisme voire le suicide. [...] Ce qui semble se dessiner n'est donc pas une baisse de combativité du monde du travail mais un réaménagement de son répertoire d'action collective, au sein duquel la grève [...] a perdu de sa centralité. Ce réaménagement s'opère notamment au profit de la manifestation : le succès des journées d'action à l'appel des syndicats se mesure désormais davantage à la taille des cortèges [...] qu'au nombre de secteurs ou d'entreprises en grève. Il est significatif que ces journées voient la mise en œuvre de techniques d'évitement de l'arrêt de travail : appels à la manifestation le samedi ou en fin de journée et, au niveau individuel, prise de jours de RTT ou d'heures de délégation syndicale pour aller défilier.

Source : Lilian Mathieu, *La démocratie protestataire*, Presses de Sciences Po, 2011

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Donnez la signification des valeurs entourées. (Document 1)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 6 points

2	Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ?	3 pts
3	Quel rôle la socialisation secondaire peut-elle jouer dans la formation des comportements politiques ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°35

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la redistribution menée par les pouvoirs publics permet de réduire en partie les inégalités en France.

Document 1 : Montants moyens des niveaux de vie⁽¹⁾ avant et après redistribution en 2014

	Quintiles ⁽²⁾ de niveau de vie				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Niveau de vie avant redistribution (A) (en euros)	7 080	15 940	22 060	29 470	56 880
Niveau de vie après redistribution (B) (en euros)	<u>11 270</u>	16 120	20 520	26 090	45 500
Taux de redistribution (B-A) / A (en %)	59,2	1,1	-7,0	-11,5	-20,0

¹ Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation.

² Moyenne par tranche de 20% de la population.

Source : Insee Références, France, portrait social, édition 2015

Document 2 : Les inégalités économiques continuent de se creuser en France et dans les pays développés. Depuis une dizaine d'années dans notre pays, elles sont devenues plus fortes que pour les générations précédentes malgré une baisse ponctuelle du rapport entre le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres entre 2012 et 2013. Notre système de redistribution [...] consiste à prélever grâce aux impôts et aux cotisations sociales chaque année près de la moitié de la richesse nationale créée [...] en contrepartie de la production, pour ensuite la redistribuer sous forme de prestations monétaires ou de services publics (école, santé, sécurité...). Par ce mécanisme, [notre système de redistribution] pourra-t-il relever le défi d'une réduction significative des inégalités sociales ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes, la moitié du patrimoine (capital immobilier et capital financier) est détenu par les 10 % les plus aisés, les 90 % restants se partagent l'autre moitié.
 Source : Le Monde, le 11/04/2016 par Gérard Fonouni

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Réalisez une phrase avec la donnée soulignée. (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Qu'est-ce que la société civile organisée ?	4 pts
3	Illustrez la diversité des répertoires d'action politique.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°36

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Par quels moyens les pouvoirs publics contribuent-ils à la justice sociale ?

Document 1 : Revenu avant et après redistribution en 2013 (en euros par unité de consommation)

	Quintiles de niveau de vie avant redistribution				
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème
Revenu avant redistribution	6 920	15 480	21 520	28 960	57 080
Revenu disponible	11 100	15 670	20 080	25 760	45 860

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Lecture : en 2013, les 20% de personnes les plus aisées (5^{ème} quintile) ont un revenu avant redistribution qui s'élève à 57 080 euros par unité de consommation.

Source : « Revenus, niveaux de vie – fiches thématiques », INSEE, 2014.

Document 2 : Le fait que l'éducation ou la santé publique soient gratuites, ou fournies à très faible prix pour les ménages au regard de leur coût, est spontanément considéré comme un facteur de réduction des inégalités : les pauvres y ont accès tout comme les riches, au nom de droits jugés universels. La dépense publique dans ces domaines semble clairement redistributive. Sans elle, les riches pourraient quand même se payer ces services ; les pauvres ne le pourraient pas.

Source : « Peut-on réduire les inégalités ? ». Jean GADREY, Alternatives économiques Poche, novembre 2010

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	A l'aide d'un calcul pertinent, montrez l'écart de revenu avant redistribution entre le premier quintile et le cinquième quintile. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les fonctions des partis politiques ?	3 pts
3	Distinguez participation politique conventionnelle et non conventionnelle.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°37

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Montrez les différents moyens dont disposent les pouvoirs publics pour contribuer à la justice sociale.

Document 1 : Revenus moyens par unité de consommation (1) en 2015 (en euros)

	10 % de la population ayant le revenu le plus faible	10 % de la population ayant le revenu le plus élevé	Ensemble
Revenu avant redistribution (A)	<u>3370</u>	71270	25300
Prélèvements	-140	-15510	-3420
Prestations	6630	240	1540
... dont aides au logement	2060	10	370
... dont minima sociaux et RSA activité(2)	2600	50	440
Revenu disponible (B)	<u>9850</u>	55990	23410
Taux de redistribution (B-A)/A (en %)	192.3	- 21.4	- 7.5

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee, enquête revenus fiscaux et sociaux 2015.

(1) Revenu moyen tenant compte de la composition du ménage ; (2) Revenu de solidarité active versé aux personnes exerçant une activité professionnelle.

Document 2 : L'enseignement est le domaine le mieux documenté pour évaluer les effets redistributifs de la fourniture de biens (collectifs) financés par l'impôt. Nous connaissons en effet la scolarisation au sein des familles, et les dépenses d'éducation sont facilement identifiables au sein des administrations publiques (...). Les dépenses d'éducation opèrent évidemment une redistribution horizontale, des ménages sans enfants vers les ménages avec enfants, à niveau de revenu équivalent. Mais elles opèrent également une redistribution verticale entre les familles, selon le niveau de revenu. En effet, le nombre moyen d'enfant par famille, et la durée moyenne de scolarisation diffèrent singulièrement selon le niveau de revenu.

Source : Comment fonctionne vraiment la grande machine à redistribuer ? C. Landais, *Regards croisés sur l'économie*, 2007.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- **Question complémentaire de savoir-faire : 3 points**

1	Comparez les deux données soulignées (document 1).	3 pts
---	--	-------

- **Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points**

2	Illustrez les différents rôles des partis politiques.	3 pts
3	Présentez la notion de répertoire d'action politique.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°38

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que le marché du travail est segmenté.

Document 1 : Type d'emplois en France en 2014

	Effectif total (milliers)	Répartition (%)			
		Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans
Non salariés	2 968	11,5	8,1	14,7	2,4
Salariés	22 832	88,5	91,9	85,3	97,6
dont :					
Intérimaires	530	2,1	1,3	2,7	6,3
Apprentis	363	1,4	1,1	1,7	16,0
Contrats à durée déterminée (CDD)	2 219	8,6	10,7	6,7	29,3
Contrats à durée indéterminée (CDI)	19 721	76,4	78,8	74,2	46,0
Ensemble	25 802	100,0	100,0	100,0	100,0
Temps complet	20 931	81,1	69,2	92,2	75,3
Heures habituellement travaillées		40,6	39,1	41,6	37,3
Temps partiel	4 872	18,9	30,8	7,8	24,7
Heures habituellement travaillées		22,9	23,3	21,3	20,3

Champ : population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine, hors communautés.
 Source : Insee, enquête Emploi 2014.

Document 2 : Un quart des 15-24 ans présents sur le marché du travail sont au chômage, soit 730 000 personnes. La moitié de ces jeunes chômeurs sont dépourvus de diplôme (ou titulaires du seul brevet des collèges). Leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Parce que les employeurs ont un préjugé défavorable à leur égard, mais surtout parce que, depuis trente ans, seuls les emplois salariés qualifiés (cadres, techniciens, infirmiers, pompiers, aides-comptables, etc.) ont vu leur nombre augmenter (+ 4,9 millions depuis 1982). Quant aux emplois non qualifiés, ils ont diminué (- 100 000). Le chômage des jeunes non qualifiés est de type structurel : il tient à la distorsion croissante - que la crise accentue - entre leur insuffisance de formation et le type d'emplois qui se créent. Si bien que le taux d'emploi des jeunes non diplômés entre 15 et 24 ans a été divisé par plus de deux depuis 1982. Seul un sur trois travaille, car les emplois qu'ils auraient pu occuper ont disparu.

Source : Denis Clerc, « Créer de l'emploi dans une France en crise », *Alternatives Économiques*, n° 331 - janvier 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification de la donnée entourée (document 1).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quel est le rôle des groupes d'intérêt dans le fonctionnement des démocraties ?	3 pts
3	Donnez deux exemples de répertoires d'action politique.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 39

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez comment l'Etat intervient dans la détermination du salaire.

Document 1 : Montant ⁽¹⁾ du salaire minimum (Smic brut)

Année	2003	2005	2007	2009	2011	2013	2015	2017
SMIC horaire brut en €	7,19	8,03	8,44	8,82	9,00	9,43	9,61	9,76

Source : Insee. 2017

⁽¹⁾ Fixé par décret par le gouvernement.

Document 2 :

1950 Loi sur le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

(Montant fixé à 78 francs pour la région parisienne et 64 francs pour la région la plus basse)

1952 Loi « relative à la variation du SMIG en fonction du coût de la vie »

1968 Négociations et accords de Grenelle : augmentation du SMIG de 35 %

1970 Création du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance)

Dorénavant le salaire minimum évolue non seulement en fonction de l'inflation mais aussi de l'évolution du pouvoir d'achat du salaire moyen des ouvriers.

1972 Loi relative à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Selon l'article L 3221-2 du code du travail, « *tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes* ».

1982 3^{ème} Loi Auroux du 13 novembre 1982

Instauration d'une obligation annuelle de négocier dans les entreprises dotées d'une section syndicale, sur les salaires, la durée et l'organisation du travail ainsi qu'une obligation, tous les 5 ans, de révision des grilles de classifications professionnelles dans le cadre des conventions collectives de branche.

2012 Dernier coup de pouce accordé par le gouvernement au SMIC (à compter du 1^{er} Juillet 2012 le SMIC augmente de 2 % : 1.4 % au titre de l'inflation et + 0.6 % à titre exceptionnel)

Source : Histoire du droit du travail de 1841 à nos jours, travail-emploi.gouv.fr; Insee 2017

***Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Indiquez le calcul permettant de mesurer, en %, l'évolution du SMIC horaire brut entre 2003 et 2017 (Document 1)	4 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Illustrez la notion de pluralisme politique en démocratie.	3 pts
3	L'acte électoral est-il le seul répertoire d'action politique en démocratie ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 40

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que la baisse du coût du travail peut permettre de lutter contre le chômage

Document 1 : Coût de la main d'œuvre et taux de chômage en 2015

	Coût horaire moyen de la main d'œuvre en Euros	Taux de chômage en %
Danemark	41,3	6,2
Allemagne	32,2	4,6
France	35,1	10,4
Italie	28,1	11,9
Royaume-Uni	25,7	5,3

Source : Eurostat

Document 2 : Le Pacte de responsabilité et de solidarité améliore la compétitivité et favorise la création d'emplois. Il produit déjà ses effets : la baisse du coût du travail engendrée par le Pacte concerne aujourd'hui 8 salariés sur 10, notamment grâce à l'exonération des cotisations patronales versées aux Urssaf* ("zéro charge") pour l'emploi d'un salarié au Smic depuis le 1er janvier 2015. Pierre angulaire du Pacte de responsabilité et de solidarité, les allègements du coût du travail représentent, avec le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), près de 25 milliards d'euros au titre de 2015.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le coût du travail au niveau du Smic est réduit avec l'exonération des cotisations patronales versées aux Urssaf, hors cotisations d'assurance chômage, et par un allègement de 1,8 % de ces cotisations jusqu'à 1,6 fois le Smic, soit une aide de 500 euros par an par salarié. Combiné au CICE, la baisse du coût du travail représente pour un employeur une économie de 450 euros par Smic et par trimestre. Elle atteint même jusqu'à 650 euros par trimestre. Pour une PME de 20 salariés, cela représente jusqu'à 13 000 euros en moins par trimestre.

*Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

Source : Site « Le portail de l'économie et des finances ». Le pacte de responsabilité et de solidarité. Décembre 2016.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les données de l'Allemagne et de la France (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Qu'appelle-t-on la société civile organisée ?	4 pts
3	Illustrez la notion de « répertoires d'action politique »	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 41

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les politiques de formation peuvent permettre de réduire le chômage

Document 1 : La révolution des techniques de l'information provoque la disparition progressive de nombreux emplois qui semblaient pourtant faire partie intégrante de notre société, tandis que les nouveaux emplois que cette révolution génère exigent un socle de compétences toujours plus large. En conséquence, il devient plus difficile de faire coïncider compétences et emplois. L'évolution économique et technologique, à forte intensité de compétences, accentue le problème de l'inadéquation des compétences (...) L'inadéquation des compétences peut contribuer à l'accroissement du taux de chômage et entraver la productivité et la compétitivité. Elle peut se manifester sous des formes diverses, comme des pénuries ou déficits de compétences, mais peut également concerner des situations dans lesquelles les qualifications, les connaissances et les compétences d'une personne sont supérieures à celles exigées pour leur emploi. (...)

Source : Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, Juin 2010.

Document 2 : Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2015, en %

Niveau de diplôme	Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale	Sortis depuis 11 ans ou plus de formation initiale	Ensemble
Sans diplôme, Brevet	52,2	34,5	14,5	17,6
Bac, CAP, BEP	24,9	15,9	8,2	10,8
Bac+2 ou plus	11,8	7,2	4,6	6,3
Ensemble	20,4	13,3	8,2	10,4

Champ : France (hors Mayotte), personnes actives âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee. Enquête emploi. Septembre 2016.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée soulignée (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Expliquez l'intérêt du pluralisme politique.	4 pts
3	Qu'est-ce que la culture politique ?	3 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2017 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

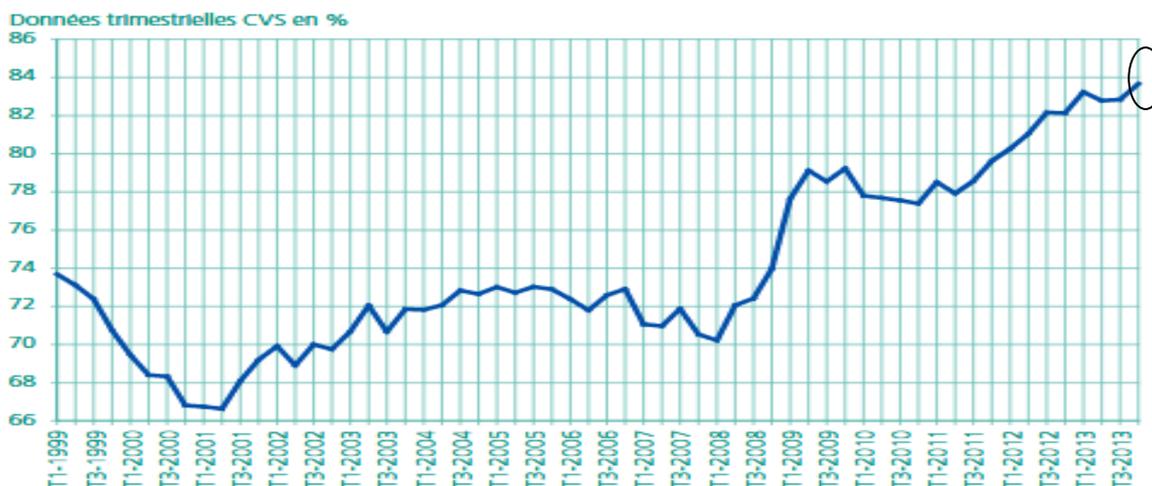
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°42

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les mutations de l'emploi fragilisent le rôle intégrateur du travail.

Document 1 : Part des contrats à durée déterminée dans les embauches



Champ : établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) d'au moins 10 salariés ; France métropolitaine.

CVS : corrigé des variations saisonnières ; T1 : trimestre 1 ; T3 : trimestre 3.

Source : DARES 2014

Document 2 : Aujourd'hui, et notamment en France, l'ambivalence des représentations sur le travail n'a jamais été aussi forte. D'une part, sa valeur a été renforcée par les difficultés croissantes pour tous et toutes à l'obtenir et le garder : le spectacle du désarroi des chômeurs (privés de lien social et de l'estime de soi), des licenciements économiques qui tombent comme des couperets, des difficultés des jeunes à s'intégrer, des séniors à y rester, et des SDF, exclus parmi les exclus, rappelant les dangers du déclassement et de la chute possible... Autant de menaces propres à faire monter la cote du travail. Mais, d'autre part, il n'a jamais été autant question de stress, de troubles musculo-squelettiques (entendre par exemple les tendinites du poignet et les maux de dos, en hausse notable depuis plusieurs années), de souffrance au travail, de pression et de dépressions, de sentiments d'injustice, de non-reconnaissance des mérites, d'exploitation (non plus conçue comme celle d'une classe sociale par une autre, mais perçue comme un « trop » demandé par le patron), quand ce n'est le mépris.

Source : Martine Fournier, « Travail : ce douloureux objet de désir », Sciences humaines, N°179, février 2007.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée entourée (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ?	4 pts
3	Qu'appelle-t-on la culture politique ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2017 – Sciences Economiques et Sociales
Epreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°43

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la flexibilité du marché du travail peut permettre de lutter contre le chômage

Document 1 : La flexibilité du marché du travail et son impact

	Indice de protection de l'emploi		Taux de chômage (en %)		Temps partiel (en % des emplois)	
	1990	2013	1990	2013	1990	2013
Danemark	2,65	1,79	7,2	7,0	19,2	25,4
France	2,70	3,0	8,0	10,3	12,2	18,4
Royaume-Uni	0,67	0,74	6,9	7,6	20,1	27,0

Base de données de l'OCDE sur la protection de l'emploi, 2015 ; base de données Eurostat, 2015
Note : L'indice de protection de l'emploi est calculé par l'OCDE. Il mesure le degré de protection de l'emploi suivant 3 aspects principaux : protection des emplois permanents contre les licenciements individuels ; obligations applicables aux licenciements collectifs ; réglementations des formes d'emplois temporaires. Plus l'indice est élevé (échelle de 0 à 6), plus la législation protège l'emploi.

Document 2 : La flexibilité du marché du travail fait l'objet depuis longtemps, de débats (...). En Italie, en Espagne et au Portugal, les récentes réformes visent à réduire les coûts des licenciements (diminution des indemnités de licenciements, et des contrôles de l'administration). (...) En France, la loi de juin 2008 instaure la rupture conventionnelle du contrat de travail, qui donne la possibilité, en cas d'accord entre l'employeur et le salarié, d'une rupture aux formalités considérablement allégées (...). Cette innovation institutionnelle a connu un franc succès (...). Désormais, la négociation collective, au niveau de chaque entreprise, peut fixer elle-même les modalités des accords de « maintien dans l'emploi » avec possibilité de réduction du temps de travail et des salaires pendant une durée de deux ans en cas de difficultés conjoncturelles graves(...).

Source : Dominique Redor, « Lutter contre le chômage dans un contexte de crise : comparaisons internationales ». *Problèmes économiques*, « Comprendre le marché du travail », La Documentation française, février 2013.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez le taux de chômage du Royaume-Uni et de la France en 2013. Document 1.	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Qu'est-ce que la société civile organisée ?	3 pts
3	Illustrez par deux exemples la notion de répertoires d'action politique.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.